

I.N.R.A.
Station d'Economie et Sociologie Rurales
6. Passage Tenaille -75014 - PARIS
Tél. 45.42.46.60

L'EQUIVOQUE VICHYSOISE

par Pierre Bitoun

Janvier 1986

Remerciements

Ce texte a été publié en quatre parties dans les numéros 13, 14, 15 et 16 du Bulletin du Mouvement Antiutilitariste en Sciences Sociales (MAUSS) . Je remercie cette revue d'avoir bien voulu accueillir le résultat de mes recherches, et tout spécialement son directeur Alain Caillé dont les encouragements m'ont été précieux.

Pierre Alphanféry et Yves Dupont ont témoigné à l'égard de ce travail un intérêt constant qui nous a valu de nombreuses discussions aussi passionnées qu'enrichissantes. Ils ont également relu les différentes parties et m'ont aidé par leurs remarques à en améliorer la qualité. Je veux exprimer ici toute ma reconnaissance.

Je tiens enfin à remercier Marie-Noëlle Artoux qui a assuré la frappe de ce texte, Thierry Albert et Jacques Pivert qui en ont assuré le tirage.

Sommaire

Introduction	p. 4
I. La Révolution française, péché originel	p. 6
II. Les communions rédemptrices du terroir	p. 6
1. Travailler la terre	p. 7
2. Vivre en famille	p. 9
3. Rencontrer l'artisan	p. 10
4. Incarner la patrie	p. 10
III. Un premier bilan sur l'équivoque vichyssoise	p. 11
1. Le retour à la terre et la communauté vichyssoise	p. 11
2. Vichy et le citoyen moderne	p. 12
3. Le pétainisme et la modernisation de l'agriculture	p. 14
IV. Des communions du terroir à l'Etat autoritaire et protecteur	p. 15
1. Jeanne d'Arc, un mythe pétainiste	p. 15
2. L'armée, le terroir et la figure du paysan-soldat	p. 16
3. La société pétainiste : des corps intermédiaires, des élites et des chefs	p. 19
4. Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français	p. 23
V. Les pétainistes, les technocrates et la cité	p. 25
1. Le pétainisme, la synarchie et la pensée hiérarchique	p. 26
L'ordre social synarchique	p. 26
Vichy, l'étrange alliance et la Cité administrée	p. 30
2. Le pétainisme, le personnalisme de F. Perroux et la pensée communautaire	p. 34
Une troisième voie entre la démocratie libérale et les totalitarismes	p. 35
La communauté et la personne	p. 36
Le chef et la vocation de la personne	p. 39
L'Etat et la recherche de la communauté politique	p. 42
La nébuleuse technocratique et le nationalisme français	p. 44
Les fondements politiques et religieux de la modernité d'après-guerre	p. 47

Introduction

A première vue, le régime de Vichy est équivoque. D'un côté, il prône le retour salvateur à la terre, légifère en faveur de l'agriculture familiale et idolâtre le paysan, l'homme du terroir éloigné des villes corruptrices et de l'Etat centralisateur, paré par nature et pour l'éternité des vertus de la race française. D'un autre¹, en développant la planification, la statistique et la comptabilité nationales, en étendant le champ des savoirs et des pouvoirs de l'Etat sur l'ensemble de la société, en multipliant au nom de la compétence économique les rapports entre la technocratie, le patronat et les élites professionnelles, il contribue à promouvoir l'Etat interventionniste, le système de cogestion et la logique marchande qui connaîtront leur plein épanouissement sous la IVème et la Vème Républiques. La composition du personnel politique vichyssois exprime clairement cette double orientation. Techniciens, administrateurs, technocrates, socio-professionnels plutôt que politiques, soucieux de dépasser le capitalisme libéral et démocratique, le socialisme orthodoxe et le syndicalisme revendicatif, venus d'X-Crise², de la synarchie³ ou de la CGT, épris de politique économique, de croissance et de rationalisation industrielle, cohabitent avec les représentants de l'aristocratie foncière, du catholicisme social et du corporatisme agrarien, avec les disciples de Charles Maurras et de Gustave Thibon, obsédés par la renaissance des communautés naturelles et la restauration de l'unité de l'organisme social français.

Si l'on met à part l'abondante littérature hagiographique qu'ont publiée depuis un demi-siècle d'impénitents pétainistes⁴, tous les ouvrages sur Vichy ont jusqu'à maintenant séparé et opposé, selon une pensée à la fois dichotomique et finaliste, ces deux aspects du régime. Le premier relèverait du traditionnel, de l'archaïque, du retour au passé dont le développement industriel et urbain attesterait *a posteriori* le caractère suranné et utopique. Le second ressortirait de l'avenir, rassemblerait les signes avant-coureurs du nouveau et témoignerait, sous des formes certes complexes et contradictoires puisqu'antidémocratiques, de la progression hécessaire et inéluctable de la société française vers la modernité. René Rémond distingue ainsi au sein de l'Etat français la Révolution Nationale c'est-à-dire "la conservation triomphante, la réaction à l'état pur, (...) la brusque et anachronique remontée du passé, (...) l'antimodernisme érigé en système social et en mode de gouvernement" de cet autre Vichy dans lequel "on discerne déjà un aspect pré-technocratique qui annonce curieusement certaines tendances de la IVème et de la Vème Républiques"⁵. Robert O. Paxton, auquel on doit un examen scrupuleux des legs de Vichy aux régimes suivants et dont le travail fait aujourd'hui autorité, construit son analyse sur la même opposition et pense trouver la solution de l'équivoque vichyssoise en identifiant les années 1940-1944 à une période de transition : "Aucun pays occidental n'est entré dans l'ère urbaine et industrielle sans jeter un regard mélancolique en arrière. Mais, écrit-il plus loin, la structure sociale, sous quelque aspect que ce soit, amena Vichy à se tourner vers la modernité" tandis que "les traditionalistes, ces hommes

¹ Cet aspect, longtemps passé sous silence, est aujourd'hui reconnu. Cf. pour plus de détails Bauchard P., *Les technocrates et le pouvoir*, Arthaud, Paris, 1966. Fourquet F., *Les comptes de la puissance*, Ed. Recherches, Paris, 1980. Kuisel R. F., *Le capitalisme et l'Etat dans la France moderne*, Ed. Gallimard, Paris, 1984. Paxton R. O., *La France de Vichy*, Ed. du Seuil, Paris, 1973.

² X-Crise, créé en 1931 par des polytechniciens, est un groupe de réflexion qui se propose d'étudier les causes de la crise et de formuler des orientations nouvelles en matière économique, financière, politique et morale. Il est considéré comme le mouvement principal où s'est formée la technocratie de l'après-guerre bien qu'on y trouve quelques futurs responsables vichyssois.

³ Le Mouvement Synarchique d'Empire est une société secrète créée en 1922 dont le but est, selon les termes du pacte, de faire la révolution par en haut, c'est-à-dire dans les consciences et dans l'Etat. On y trouve essentiellement les technocrates qui rejoindront Vichy.

⁴ Cf. notamment les écrits de J. Isorni, J. Paillard, B. Antony. Ce dernier est aujourd'hui député du Front National à l'Assemblée de Strasbourg. Cf. *L'effet Le Pen*, Dossier présenté et établi par E. Plenel et A. Rollat, Ed. La Découverte/Le Monde, Paris, 1984, p. 14 et sq.

⁵ Rémond R., *La droite en France*, Ed. Aubier-Montaigne, 1968, Paris, tome 2, p. 251.

en vue ayant toutes les sympathies du Maréchal Pétain et façonnant la rhétorique et le style du régime" voyaient "irrévocablement s'éloigner la France qu'ils rêvaient"⁶. Chez les spécialistes de l'histoire rurale française, dont on serait pourtant en raison d'attendre des hypothèses différentes sur l'articulation des deux volets du régime, on retrouve en fait la même démarche. S'ils mettent l'accent sur les multiples mesures prises par Vichy qui, s'apparentant à la politique agricole de l'après-guerre, favorisent le développement des petites et moyennes exploitations familiales, Michel Gervais, Marcel Jollivet et Yves Tavernier estiment que ces mesures sont "indépendantes de l'idéologie agrarienne" et "correspondent aux nécessités de la production". Qualifiant de rêveries réactionnaires et champêtres les homélies pétainistes, ils concluent : "(...) en définitive les traditionalistes agrariens n'apportent au régime qu'une rhétorique surannée qui ne donne son style à l'Etat français que parce qu'elle imprègne les discours du Maréchal"⁷. Dans un ouvrage récent, Claude Servolin exprime le même point de vue en écrivant que "l'édification du dispositif de la politique agricole moderne" a progressé à Vichy "sous le couvert de la phraséologie du corporatisme d'octrinaire"⁸.

Bref, le modernisme vichyssois, qu'il concerne le monde paysan ou la société française dans son ensemble, n'aurait rien ou presque rien à voir avec le pétainisme, réduit à n'être qu'un vernis dogmatique et désuet ! Etrange conclusion qui renvoie sans nul doute aux solides tabous qui pèsent encore sur la France de Vichy, à cette insaisissable volonté d'amnésie collective qui depuis un demi-siècle chemine dans les esprits. Il est certes plus commode de croire que l'héritage vichyssois relève de la nécessaire modernité plutôt que de penser qu'il s'inscrit un tant soit peu dans les idéaux du pétainisme.

Mais est-ce vrai ? Parce qu'ils reposent sur une série de dichotomies entre le réel et l'idéal, le rural et l'urbain, le traditionnel et le moderne qui vient sous-tendre l'idée d'une progression de l'histoire, tous ces travaux ont, pensons-nous, méconnu ce qui fait la spécificité même du régime vichyssois. En effet, et cela semble *a priori* évident, pourquoi séparer et opposer ces deux aspects du régime alors que leur liaison constitue précisément Vichy en tant que tel ? Pourquoi existerait-il une altérité radicale entre la pratique vichyssoise et le discours pétainiste ? Pourquoi les contributions de Vichy à la rationalité politique, économique et sociales des démocraties d'après-guerre seraient-elles totalement étrangères à l'imaginaire organiciste du pétainisme ? Ne faut-il pas aller chercher dans la pensée pétainiste les raisons pour lesquelles ce régime a pu voir simultanément fleurir l'idéal du retour à la terre, se développer le productivisme et la technocratie, s'accroître l'emprise de l'Etat sur la société civile ? Nous voudrions donc relire ici les pétainistes illustres, les Maurras, les Thibon et le maréchal lui-même qu'on se complaît de nos jours à dépeindre sous les traits d'un vieillard sénile, dépassé et manipulé par son aréopage de spécialistes et auquel la France vichyssoise, les technocrates et les agrariens victimes ou non de l'épuration ont pourtant voué quatre années durant un ignoble culte. Les écrits, appels et messages du maréchal, au travers desquels s'expriment un siècle et demi de refus de la Révolution française et qui continuent aujourd'hui encore d'inspirer nombre d'auteurs réclament, pensons-nous, plus de regards critiques que de vaines dérisions.

C'est dans une double direction que nous voudrions effectuer ce travail de relecture. D'une part, nous nous emploierons à restituer la logique interne de la pensée pétainiste, à montrer comment s'articulent la symbolique communautaire du retour à la terre et les principes hiérarchiques de l'ordre militaire pour créer un corps social qui, possédant toutes les apparences de l'autonomie par rapport à l'Etat, lui est en fait organiquement lié par la présence à tous les étages de la société d'une élite et d'un chef. D'autre part, nous nous efforcerons de repérer dans cette logique sociale ce qui a pu ouvrir la voie à la modernité et, en confrontant les conceptions pétainiste et technocratique de l'individu, de

⁶ Paxton R. O., *op. cit.*, p. 329.

⁷ Gervais M., Jollivet M., Tavernier Y., *Histoire de la France Rurale*, Ed. du Seuil, Paris, tome IV, p. 570 et 564. On trouve pp. 102-103 une analyse plus intéressante sur laquelle nous reviendrons plus loin, mais qui ne modifie pas l'interprétation générale rappelée ci-dessus.

⁸ Servolin C., *Les politiques agricoles*, INRA, Paris, 1984, p. 102.

la société et de l'Etat, nous chercherons à mettre à jour les convergences doctrinales susceptibles d'expliquer l'équivoque vichysoise.

I. La Révolution française, péché originel

Les pétainistes ont la haine chevillée au corps. Ils haïssent l'étranger, le juif, le franc-maçon, le capitaliste, l'argent, la ville, l'Angleterre... et bien d'autres choses, d'autres lieux, d'autres hommes. Mais ce qu'ils exècrent par dessus tout, l'objet suprême de leur aversion d'où procèdent toutes ces haines personnifiées, la cause première de tous les malheurs, c'est 1789, la Révolution Française, "l'Une et Indivisible, la Même qui a tout divisé, morcelé, dissout, fondu et perdu depuis cent cinquante ans"⁹.

Au chapitre des griefs à son encontre, les pétainistes sont intarissables. En décapitant le roi, la Révolution a fondé l'Etat moderne, toujours plus présent et pesant mais aussi toujours plus faible, sans tête et sans chef, assailli par les coalitions de toutes sortes. Trusts, syndicats, partis politiques ou sociétés secrètes ont peu à peu dépouillé l'Etat de son pouvoir d'arbitre et de garant de l'unité et de l'identité française. Au lien organique de sujétion au roi, la Révolution a substitué la souveraineté politique du peuple, la dictature du nombre indifférencié et l'impuissance de ses représentants parlementaires engagés dans les palabres diviseuses et stériles de la démocratie, du Régime de la Discussion comme se plaît à le répéter Maurras. Au nom du contrat cher à Rousseau, elle a détruit le tissu social naturel, les familles, les corporations, les provinces et ouvert la voie au capitalisme libéral et à ses conséquences funestes : l'aisance scandaleuse de la ploutocratie et la fortune anonyme et vagabonde des juifs, le chômage et la misère pour l'immense majorité des citoyens réputés libres et égaux, la lutte des classes en lieu et place de la fraternité républicaine. Enfin les pétainistes ne pardonnent surtout pas à 1789 d'avoir consacré l'avènement, sur la scène de l'Histoire, de l'individualisme : "Ce qu'il [le peuple français] faut qu'il comprenne pour ne jamais l'oublier, c'est que l'individualisme, dont il se glorifiait naguère comme d'un privilège est à l'origine de tous les maux dont il a failli mourir (...). Nous voulons reconstruire, et la préface nécessaire à toute reconstruction, c'est d'éliminer l'individualisme destructeur - destructeur de la *famille* dont il brise ou relâche les liens, destructeur du *travail*, à l'encontre duquel il proclame le droit à la paresse, destructeur de la *patrie* dont il ébranle la cohésion quand il n'en dissout pas l'unité"¹⁰.

On ne saurait trop insister sur cette ritournelle du discours pétainiste qui tient lieu de péché originel. Toutes les blessures de la nation, toutes les épreuves du peuple, toutes les souffrances des pères, des mères et des enfants de France, c'est l'Individu, cet homme de la Raison et de la Morale universelles détaché des contingences et des nécessités de l'ordre naturel et social, cette entité abstraite au fondement des dogmes démocratiques qui en porte l'entière responsabilité : "L'utopie de la démocratie a été de dépouiller l'individu de ses qualités sensibles, de le réduire à l'état abstrait de citoyen. De l'homme concret de chair et d'os, qui a un métier, un milieu, une personnalité, elle a fait un être irréel, un personnage allégorique en dehors du temps et de l'espace et le même à tous les étages de la société. Ni ouvrier, ni paysan, ni industriel, ni commerçant, ni du Nord ni du Midi, ni savant ni ignorant : un homme théorique"¹¹.

II. Les communions rédemptrices du terroir

A cet homme théorique, à cet individu abstrait de la philosophie des Lumières et de la Révolution française, le pétainisme oppose l'homme concret que décrit Lagardelle. Doué

⁹ Maurras C., *La seule France*, Librairie M. Lardanchet, Paris, 1941, p. 178.

¹⁰ Pétain P., *Actes et Ecrits*, Flammarion, 1974, p. 479.

¹¹ Lagardelle H. cité in Loubet del Bayle J., *Les non conformistes des années 30*, Ed. du Seuil, Paris, 1969, p. 208. H. Lagardelle sera Ministre du Travail en 1942.

d'une humanité irréductible à aucune autre, exerçant une profession qui convient à sa nature et l'inscrit dans les situations quotidiennes de la vie en société, installé en compagnie d'autres hommes dans un lieu particulier, l'homme pétainiste n'est pas un atome social mais une unité vivante qui tire sa réalité de ses enracinements. Cet idéal d'homme enraciné, avec lequel il importe de renouer pour reconstruire l'unité française, est au fondement de l'imaginaire pétainiste et engage toute la doctrine du retour à la terre : "L'homme actuel manque de bases, de racines (...). L'être qu'aucune racine ne nourrit est aussi celui qu'aucune attache ne retient ; il n'a ni lieu, ni but fixes, et, faute d'être canalisé, ce qui subsiste en lui d'instinct du risque le précipite dans l'aventure"¹². "Nous serons ainsi amenés, explique le maréchal, à réenraciner, autant que faire se pourra, l'homme français dans la terre de France où il puisa toujours en même temps que sa substance et celle de ces concitoyens des villes, les solides vertus qui ont fait la force et la durée de la patrie. (...) Comme le géant de la fable", celle-ci "retrouvera toutes ses forces en reprenant contact avec la terre"¹³. La logique intellectuelle pétainiste, dont la simplicité a certainement contribué à la popularité, déconcerte par ses évidences. Où retrouver à la France des racines sinon dans le sol où, par nature, elles s'enfoncent ? Comment réinventer au XXème siècle l'homme enraciné autrement qu'en lui réapprenant la logique sociale du terroir ?

Pour les pétainistes, le terroir signifie le groupe humain premier qui, depuis l'aube de l'humanité c'est-à-dire bien longtemps avant l'avènement de la société démocratique, a vu les hommes naître, vivre et s'éteindre ensemble. Dans le terroir, où "règne la loi de l'espèce"¹⁴ et où les habitants sont déterminés par le même sol qu'ils occupent, le même sang qui coule dans leurs veines, l'étranger, le juif nomade n'existent pas. Les liens journaliers qu'entretiennent les hommes du terroir sont directs, vivants, faits de solidarités organiques et d'habitudes d'entraide, de croyances religieuses partagées et de sécurités coutumières. Preuve que "la nature crée les individus à partir de la société" et non "la société à partir des individus"¹⁵, le terroir est le lieu originel et sacré où, en dehors de tout rapport contractuel, de toute médiation politique et institutionnelle, de tout droit, vit la communauté des premiers hommes, les paysans.

De la même manière que le terroir n'est pas une société mais une communauté, le paysan n'est pas un individu mais un être de communion. C'est à ce titre qu'il possède, nous allons le voir, toutes les qualités indispensables à l'ordre social nouveau et représente le modèle de l'homme pétainiste.

1. Travailler la terre

Avant tout le paysan entre bien sûr en communion avec la terre : "Lorsque le soir tombe sur les sillons ensemencés, qu'une à une les chaumières s'éclairent de feux incertains, le paysan, encore courbé par l'effort, jette un dernier regard sur son champ, comme s'il lui coûtait de le quitter. Pourtant la journée a été dure. Tout au long d'heures monotones, sans autres compagnons que ses bêtes, qu'il encourage de temps en temps par des appels de la voix, il a silencieusement dirigé le soc de la charrue et creusé en plein sol des sillons parallèles"¹⁶. La terre pétainiste n'est jamais une friche ou une lande sauvage. Elle est toujours travaillée, cultivée, marquée du sillon qu'a tracé la charrue conduite par la main de l'homme. Elle donne au paysan l'instinct du labeur, le sens inné du travail, "la loi sacrée et fondamentale de la Révolution Nationale"¹⁷. Comme s'en félicite G. Thibon, il n'existe dans le terroir que deux sortes d'hommes : "Quand ils [les paysans] disent : "Cet homme a tel ou tel défaut mais il est *travailleur* - ce dernier mot est prononcé avec un accent qui

¹² Thibon G., *Retour au réel*, Librairie H. Lardanchet, Paris, 1943, p. 26.

¹³ Pétain P., *op. cit.*, p. 488 et 544.

¹⁴ Pétain P., *op. cit.*, p. 479.

¹⁵ *Ibid.*, p. 479.

¹⁶ *Ibid.*, p. 17.

¹⁷ *Ibid.*, p. 539.

implique l'absolution pour tout le reste. Réciproquement, il n'est pas de pire insulte que le mot de fainéant"¹⁸.

Cette symbiose entre le travail et la terre qu'assure et personnifie le paysan pétainiste lui vaut nombre de ses mérites.

Dur et réaliste, le travail de la terre guérit de ces plaies urbaines que sont la mollesse et la paresse, l'utilitarisme et l'intellectualisme. Méprisant la passion bourgeoise des choses autant que la théorie pure, le paysan n'a de goût que pour les idées qui s'incarnent dans les fruits de la Nature. C'est un sage qui corrige les défauts du peuple de 89 : "Le réalisme de la terre, ce contrôle perpétuel de l'idée par le fait (...) se présente comme le plus puissant contrepoids aux dons imaginatifs et verbaux du peuple français : il maintient l'esprit dans un sillon de tempérance et d'harmonie. C'est au contact de la terre que la pensée devient sagesse, car la sagesse n'est pas autre chose que l'incarnation de l'idée"¹⁹. Obstiné dans l'effort, résistant physiquement et moralement à toute épreuve, le paysan possède les vertus foncières, honnêtes et viriles qui composent la race française et animent les mâles du nouveau régime : "Je ne veux pas, prévient le maréchal, voir autour de moi des hommes dont l'adhésion serait marquée au coin d'un avide égoïsme ou d'un conformisme paresseux. Ceux qui désirent collaborer avec nous doivent savoir qu'ils accomplissent un devoir, sans autre récompense que la satisfaction virile d'apporter leur pierre à la grande oeuvre de rénovation française"²⁰.

Parce que l'ardeur à l'ouvrage et la qualité du travail commandent l'importance de la récolte, parce que la terre ne ment pas, ne fait pas de vaines promesses, le paysan ne connaît pas l'appât du gain et l'esprit de revendication si chers à la culture démocratique et bourgeoise. Intéressé mais aimant plus dans l'argent la récompense et la consécration d'un bon travail que l'argent lui-même, le mobile qui le pousse n'est pas l'intérêt : "C'est un mélange d'amour de la terre et d'amour propre (...). Le goût de l'argent est moins desséchant dans la vie rurale que dans d'autres professions, pour l'excellente raison que le gain du paysan est toujours fonction de sa conscience professionnelle, et cette convergence crée un climat moral où l'égoïsme est nécessairement enveloppé d'une "aura" de sacrifice et de don de soi"²¹. Comprenant donc spontanément que dans la communauté pétainiste droits et devoirs vont de pair, que "reconnaître à l'homme des droits sans lui imposer des devoirs c'est le corrompre" et "lui imposer des devoirs sans lui reconnaître des droits c'est l'avilir"²², le paysan est un exemple pour tous les Français. Ceux-ci sont en effet désormais appelés à gagner, au prix du service rendu à la communauté nationale, leur droit vital à la sécurité et au bonheur personnels : "Seul le don de soi donne son sens à la vie individuelle, en la rattachant à quelque chose qui la dépasse, qui l'élargit et la magnifie. Pour acquérir tout ce que la vie comporte de bonheur et de sécurité, chaque français doit commencer par s'oublier lui-même. Qui est incapable de s'intégrer à un groupe, d'acquérir le sens vital de l'équipe, ne saurait prétendre à "servir", c'est-à-dire à remplir son devoir d'homme et de citoyen"²³.

Cependant, le travail de la terre est ingrat et, malgré tous les efforts, la récolte peut toujours être compromise, menacée qu'elle l'est par le gel, l'inondation, la grêle, la sécheresse et "ce fléau aujourd'hui plus cruel que les autres"²⁴, la mévente. Placé par état au confluent de la liberté humaine et de la nécessité cosmique"²⁵, le paysan sait s'abandonner au Destin et confondre en bon païen Nature et Société : "Son habitude d'accueillir sans discuter les ordres de la terre et des saisons le dispose à voir dans l'édifice social un prolongement de l'ordre cosmique et à considérer, avec le même sentiment de résignation,

¹⁸ Thibon G., *op. cit.*, p. 16.

¹⁹ *Ibid.*, p. 9.

²⁰ Pétain P., *op. cit.*, p. 480.

²¹ Thibon G., *op. cit.*, p. 14.

²² Pétain P., *op. cit.*, p. 477.

²³ *Ibid.*, pp. 484-485.

²⁴ *Ibid.*, p. 17.

²⁵ Thibon G., *op. cit.*, p. 27.

les rigueurs de la nature et les inégalités sociales. *Les cinq doigts de la main ne sont pas tous égaux*, répond le vieux vannier de Mistral à son fils qui se plaignait d'être pauvre²⁶. Il n'en oublie pas pour autant la divine Providence : "L'abandon de ces ouvriers directs de la Providence est de nature essentiellement religieuse. Rien ici-bas ne ressemble plus à l'épanchement des grâces divines que la genèse des fruits de la terre : il y faut, outre l'effort de l'homme, la bénédiction du Seigneur et, pour mérités qu'ils soient, ils n'en restent pas moins gratuits. Et cette parenté entre les choses de la terre et les choses de Dieu nous aide à comprendre pourquoi les champs sont des réservoirs de vie religieuse et pourquoi celle-ci décroît dans l'âme des peuples en fonction de l'abandon de la terre"²⁷. Si valeurs païennes et chrétiennes se combinent ainsi à plaisir pour fonder les vertus et justifier les injustices de l'ordre nouveau, le christianisme est prédominant²⁸. Travaillant, comme le lui chante encore Mistral, avec Dieu de moitié, le paysan représente la figure parfaite du bon chrétien laborieux que la Révolution nationale veut réhabiliter : "Une des grandes nouveautés du christianisme a été d'apprendre à l'homme à accepter librement la nécessité du travail et à conférer au travail le plus humble une valeur spirituelle. Nous aspirons de toute notre âme à restaurer cette valeur-là, qui repose en définitive sur le sentiment du devoir et le respect de la personne humaine"²⁹.

2. Vivre en famille

Le paysan vit en famille, avec sa femme et ses enfants. Il leur est attaché comme il l'est à sa terre, par passion autant que par nécessité. La femme cuisine, lave le linge, nourrit la volaille, la vend au marché et, renonçant aux plaisirs de la chair, donne à son compagnon les enfants qu'elle élève. Maîtresse d'un foyer uni, paysanne consciencieuse et robuste sachant démontrer par son travail acharné les sentiments fidèles qu'elle voue à son mari, elle est une Mère qui désormais fait "seule à la ferme germer les moissons" et pour laquelle le paysan prisonnier se doit de pousser "un long cri d'amour", comme le fait le maréchal au nom de la France reconnaissante³⁰. Les enfants ne sont pas moins indispensables au paysan que ne l'est son épouse. Lui offrant les joies de la paternité, l'orgueil d'être "ce grand aventurier des temps modernes"³¹, ils aident, revenus de l'école, aux travaux de l'exploitation et, obéissants, apprennent dans le partage familial des tâches les fatigues naturelles et les détente méritées du métier de paysan. Seule garantie en milieu rural contre les aléas de l'âge, ils assurent à leurs parents une vieillesse entourée et chérie et l'un d'entre eux saura un jour reprendre soin des champs paternels. Par intérêt personnel, pour son bonheur quotidien et futur, pour maintenir le patrimoine après sa mort, le paysan a donc les nombreux enfants dont le régime a besoin "pour perpétuer la race française"³².

Ainsi, vivant dans un terroir plus petit et plus communautaire que le terroir lui-même, dans ce "noyau social primitif"³³ où les liens de sang, les solidarités du travail, les actes de la vie se confondent et se transmettent, le paysan saisit d'instinct la valeur du discours pétainiste : "Les familles françaises restent les dépositaires d'un long passé d'honneur.

²⁶ *Ibid.*, p. 24.

²⁷ *Ibid.*, p. 22.

²⁸ On trouvera dans l'ouvrage de J. Paillard quelques détails croustillants sur la rencontre entre le Pape et le maréchal, venu lui soumettre les principes de la Communauté Vichyssoise ; cf. *La révolution corporatiste spontanée*, Nouvelles Ed. Latines, Paris, 1979, p. 222. Cette prédominance du christianisme nous semble un élément essentiel pour distinguer le pétainisme du nazisme dont l'objectif, aux dires d'Hitler, était "d'extirper le christianisme d'Allemagne" pour retrouver les croyances païennes encore vivantes dans les campagnes. Cf. Rauschnig H., *Hitler m'a dit*, Ed. Aimery Somogy - Librairie Générale Française - Coll. Pluriel, Paris, 1979, pp. 89-101.

²⁹ Pétain P., *op. cit.*, p. 494.

³⁰ *Ibid.*, p. 618.

³¹ *Ibid.*, p. 516.

³² *Ibid.*, p. 440.

³³ *Ibid.*, p. 480.

Elles ont le devoir de maintenir à travers les générations les antiques vertus qui font les peuples forts. (...) Le droit des familles est antérieur et supérieur à celui de l'Etat comme à celui des individus. La famille est la cellule essentielle ; elle est l'assise même de l'édifice social ; c'est sur elle qu'il faut bâtir ; si elle fléchit, tout est perdu ; tant qu'elle tient, tout peut être sauvé³⁴. Grâce au paysan, ses compatriotes peuvent désormais "se reprendre à comprendre" que la France "est un lien de famille sacré"³⁵.

3. Rencontrer l'artisan

Lorsque le paysan, quittant sa famille pour les devoirs du labeur, entre en contact avec d'autres habitants du terroir qui ne sont pas paysans, il se trouve en fait face à son double, l'artisan. Celui-ci, "s'attaquant à la matière, en fait une œuvre : la création d'une œuvre artisanale demande un effort physique, de l'intelligence et du cœur ; elle exige de l'homme l'esprit de décision et le sens de la responsabilité. Elle aboutit à la naissance du chef-d'œuvre par où l'artisan se hausse à la dignité de l'artiste. Mais si haut qu'il monte, l'artisan ne se détache jamais des traditions de son métier, ni de celles de son terroir"³⁶. N'ayant rien oublié de l'esprit de compagnonnage des corporations pré-révolutionnaires, il possède un savoir-faire précieux qu'il sait employer pour le bien des paysans au travail : "L'artisan apporte au paysan, jusque dans la moindre commune, le concours de son industrielle activité. L'artisan ferre les chevaux, répare les instruments et les machines agricoles, aménage les fermes et les granges, fabrique les harnais et les charrettes. Avec un peu de bois, de fer ou de cuir, il pare à toutes les nécessités immédiates de la vie rurale"³⁷. Pour tous les Français qui travaillent, pour les ouvriers, les techniciens, les ingénieurs, les patrons qui hier ont "été assez fous pour se montrer le poing" et demain s'uniront dans les syndicats corporatifs obligatoires, s'organiseront en profession et construiront, au-dessus de leurs intérêts particuliers, une "société humaine estimée et pacifiée", cette solidarité de l'artisan et du paysan est un modèle de comportement social. C'est en l'adoptant qu'ils deviendront "les meilleurs artisans du redressement de la patrie"³⁸.

4. Incarner la patrie

Enfin, en une apothéose où s'expriment toutes les communions précédentes, le paysan rejoint et incarne la patrie. Lorsque le soir venu, il contemple solitaire le champ qu'il a travaillé tout au long du jour, il ressent au tréfonds de lui-même que cette solitude est illusoire : "A la même heure, des milliers de regards, emplis d'une saine fierté, se portent comme le sien sur un coin de terre, de vigne, de lande, exprimant l'amour et le respect des hommes de la terre pour le sol nourricier"³⁹. Au travers de cette communion magique et éternelle qui n'a besoin de nulle parole pour unir de terroirs à terroirs équivalents des paysans identiques, ce qui se manifeste, c'est bien sûr la Nation, c'est pour paraphraser Maurras, l'Une, l'Indivisible, la Même qui, en douze révolutions nationales du Vème siècle à 1940⁴⁰, a toujours su se ressaisir et demeurer la "Maison France"⁴¹ : "De ce miracle, chaque

³⁴ *Ibid.*, p. 457 et 492.

³⁵ *Ibid.*, p. 442.

³⁶ *Ibid.*, p. 489.

³⁷ *Ibid.*, pp. 508-509.

³⁸ *Ibid.*, p. 500.

³⁹ *Ibid.*, p. 17.

⁴⁰ On trouvera la liste de ces douze révolutions nationales depuis Clovis jusqu'à Pétain, dans Miller G., *Les pousse-au-jour du Maréchal Pétain*, Ed. du Seuil, Paris, 1975.

⁴¹ Pétain P., *op.cit.*, p. 487. C'est au nom de cette Maison France que Maurras écrivait : "Le statut des juifs ne leur demandera pas de dire que 2 et 2 font 5, ni d'abjurer la loi hébraïque, ni de parler ou d'écrire contre la vérité et contre l'honneur. Ces points sont sauvegardés. Mais nous sommes les maîtres de la maison que nos pères ont construite et pour laquelle ils ont donné leurs sueurs et

jour renouvelé est sortie la France, nation laborieuse, économe, attachée à la liberté. C'est le paysan qui l'a forgée par son héroïque patience, c'est lui qui assure son équilibre économique et spirituel. Le prodigieux développement des forces matérielles n'a pas changé la source des forces morales. Celles-ci marquent le cœur du paysan d'une empreinte d'autant plus forte qu'il les puise à même le sol de la patrie⁴².

Le pouvoir pétainiste est infiniment redevable aux paysans de ce miracle. Parce qu'il désire à la fois leur rendre justice et adoucir leurs conditions de vie et de travail, il se propose de leur apporter autant les avantages de la technique et du confort moderne que les honneurs de la nation :

"Dans l'ordre constructif, le gouvernement veut donner à la paysannerie la place qui lui a été trop longtemps refusée dans la nation. La corporation créée par la loi du 2 décembre 1940 va être progressivement organisée. Elle a pour objet de rassembler toutes les forces rurales françaises. Il est essentiel que ceux qui auront la charge de cette organisation soient eux-mêmes imprégnés d'un véritable esprit d'union.

Un nouveau statut social de la paysannerie sera établi : il donnera progressivement aux travailleurs des champs, ouvriers et petits exploitants, des avantages parfois différents dans leur nature mais comparables, en fait, à ceux accordés aux travailleurs des villes.

Des travaux importants sont à réaliser en ce qui concerne l'équipement rural : électrification des campagnes, adduction d'eau, entretien des chemins ruraux. La loi sur l'habitat rural permet de poursuivre l'amélioration des logements et des bâtiments d'exploitation. Le morcellement des terres, dans certaines régions, stérilise l'effort des hommes et provoque l'accroissement des friches. Par l'application d'une loi sur la reconstitution foncière, promulguée récemment, les pays morcelés sont remembrés et leur production sensiblement accrue.

Enfin, grâce à un programme agraire, méthodiquement conçu, nous développerons le nombre de propriétés paysannes ou familiales qui favoriseront l'accès des salariés à l'exploitation et multiplieront ainsi, sur des bases solides, le nombre des belles familles terriennes⁴³.

III. Un premier bilan sur l'équivoque vichyssoise

Au terme de ce séjour dans le terroir pétainiste, on peut déjà commencer à répondre aux questions que nous posons dans les premières pages de ce travail.

1. Le retour à la terre et la communauté vichyssoise

Notre première conclusion est que l'on commet un grave contre-sens en jugeant superficielle et anachronique la doctrine du retour à la terre. Ni l'emphase aujourd'hui ridicule des homélies agrariennes, ni le nombre infime des candidats au pécule offert par Vichy aux personnes qui s'engageaient à exploiter une ferme pendant une durée de dix ans, n'autorisent à renvoyer aux oubliettes de l'Histoire l'ensemble de la doctrine. Le sens et l'efficacité de celle-ci sont d'ordre symbolique.

Pour un pétainiste, revenir au paysan et au terroir ne signifie pas, malgré les

leur sang. Nous avons le droit absolu de faire nos conditions aux nomades que nous recevons sous nos toits. Et nous avons aussi le droit de fixer la mesure dans laquelle se donne une hospitalité que nous pourrions ne pas donner". Rappelons aussi que Maurras proposait que la confiscation des biens des juifs serve "à l'émancipation financière du Paysan français : au remboursement de tout ou partie de la dette de la Terre", *op. cit.*, pp. 196-198.

⁴² Pétain P., *op.cit.*, p. 18. On lira dans le livre de G. Miller, *op. cit.*, pp. 20-23 une analyse remarquable des relations qu'entretiennent, dans l'imaginaire pétainiste, le sol, l'exode et l'armistice.

⁴³ Pétain P., *op.cit.*, p. 505.

apparences, s'enfermer dans une société archaïque et close et imiter un être passéiste et asocial. Communautaire, le terroir est le lieu rédempteur de la France vaincue par la démocratie, le libéralisme et les Allemands⁴⁴, où s'acquiert "l'esprit nouveau de communion nationale et sociale"⁴⁵. Père de famille nombreuse, chrétien viril et laborieux imprégné par essence et par nécessité de cet esprit nouveau, le paysan figure l'homme vichyssois, celui qui "tient de la nature ses droits fondamentaux mais" sait "qu'ils ne lui sont garantis que par les communautés qui l'entourent : la famille qui l'élève, la profession qui le nourrit, la nation qui le protège"⁴⁶. Terroir et paysan donnent ainsi à comprendre à tous les Français que la nation ne saurait demeurer une collection hétéroclite d'individus atomisés et égoïstes et deviendra bientôt une Communauté, un corps social composé d'hommes réels, vertueux parce qu'enracinés, responsables parce que prêts à servir et à échanger droits individuels contre devoirs sociaux, unis parce que soudés par des liens vitaux et organiques. Pour se livrer à une comparaison apparemment innocente, on peut dire que la doctrine du retour à la terre est au régime vichyssois ce que la veillée est au terroir. Comme les paysans se réunissent pour raconter des histoires joyeuses ou effrayantes où s'expriment les croyances et les règles de la vie villageoise, le retour à la terre explique, avec lyrisme ou autorité, les idéaux et les principes de l'ordre social vichyssois. Il veille à la naissance de la France nouvelle. Il est un langage politique, au sens étymologique du terme, c'est-à-dire un langage qui organise la citoyenneté, la cité et le pouvoir vichyssois : "*Là ou finit l'Etat*, écrit Frédéric Nietzsche, *là commence le chant de la nécessité*. Une société où tout le monde attendrait tout de l'Etat ne pourrait plus rien donner à personne. Le paysan, parce qu'il est celui qui s'appuie le plus sur la nécessité, est aussi celui qui compte le moins sur l'Etat. Et par là, il est celui dont l'Etat a le plus besoin (...) . Le retour matériel à la terre n'est ni possible, ni souhaitable pour tous. Mais ce qui est nécessaire à tous, c'est la création d'un ordre social dans lequel chacun se sente lié vitalement à sa tâche, comme le paysan à la sienne. (...) Ce renforcement des liens vitaux entre l'individu et ce qui le touche directement, ce regroupement des Français par la base constituent d'ailleurs l'unique voie qui mène au salut de la France. La vie d'un corps n'est concevable que si toutes les cellules de ce corps conservent leur vie et leurs échanges propres. Si la France n'est *pas d'abord* pour chaque Français cet enfant à élever, ce voisin à aider, ce champ à cultiver, cette tâche à accomplir, la France, si éloquemment qu'on en parle n'est plus qu'un cadavre"⁴⁷.

2. Vichy et le citoyen moderne

Une fois acquise cette dimension symbolique de la doctrine du retour à la terre, on peut, en rapprochant celle-ci des conceptions technocratiques telles qu'elles s'expriment dans les travaux d'X-Crise⁴⁸ et dans le pacte synarchique⁴⁹, saisir certaines des convergences doctrinales qui ont fait de Vichy un régime où se côtoyaient agrariens et administrateurs. Il ressort clairement de cette comparaison que les technocrates rejoignent d'abord la pensée pétainiste dans la condamnation du libéralisme qu'ils tiennent pour responsable de la crise des années trente. A leur yeux, les lois de la libre concurrence sur le marché et l'individualisme économique ont définitivement fait la preuve de leur nocivité. Ils ont provoqué le chômage et la misère qui "avilissent les pauvres et infectent de leur avilissement

⁴⁴ Pour expliquer la défaite française, Maurras écrit : "Chez nous, existe un certain facteur qui nous divise. Chez eux, un facteur non moins certain, qui les unit et les multiplie", *op. cit.* p. 21.

⁴⁵ Pétain P., *op.cit.*, p. 480.

⁴⁶ *Ibid.*, pp. 476-477.

⁴⁷ Thibon G., *op.cit.*, p. 33 et 55.

⁴⁸ Cf. X-Crise, *De la récurrence des crises économiques*, Ed. Economica, Paris, 1981. Il s'agit de la réédition des principales conférences du groupe.

⁴⁹ Le pacte synarchique, extrêmement difficile à retrouver, a été reproduit dans De Charnay G., *Synarchie*, Ed. Médicis, 1946.

tout le voisinage"⁵⁰, ont désagrégé les liens sociaux et dénaturé l'individu : "On a l'impression que la lutte économique dans une Société où l'argent est l'unique stimulant sans même qu'il y ait corrélation entre le gain et l'effort fourni, où le travail n'est pas dirigé vers le bien-être humain mais vers le profit d'intérêts particuliers sans possibilités de contrôle, où, avec le développement de l'anonymat sous toutes ses formes, la notion de responsabilité a presque totalement disparu, on a l'impression que cette lutte nous déforme et nous conduit à une morale individualiste, utilitaire et égoïste en contradiction avec les aspirations de nos consciences"⁵¹. Ces griefs moraux adressés au libéralisme sont essentiels, non seulement parce qu'on y retrouve les *leitmotive* des anathèmes du Maréchal, mais parce qu'ils conduisent les technocrates d'X-Crise à proposer une nouvelle définition des rapports de l'homme et de la société très proche des principes pétainistes : "En ce qui concerne par exemple l'individu, il est de fait qu'une lente évolution dans la législation tend de plus en plus à créer autour de lui une protection partielle contre les risques qui le menacent. Qu'il en résulte un déplacement de l'équilibre, c'est certain ; mais la contre-partie naturelle n'existe-t-elle pas dans l'évolution de la notion du service que l'individu doit à la Société ? Devoir pour la communauté d'assurer la vie de l'individu, devoir pour l'individu de donner à la communauté la part de travail qui lui est assignée, n'y a-t-il pas dans cette réciprocité, non seulement des droits, mais encore des devoirs, la tendance à un nouvel équilibre social, et la justification morale même des notions parallèles de travail et de sécurité ?"⁵². Dans le mouvement synarchique, qui contrairement à X-Crise verra la quasi-totalité de ses membres participer au régime de Vichy, les choses sont encore plus claires : "Du point de vue synarchique, un droit n'est que la contre-partie d'un devoir accompli. Plus pratiquement, un droit n'est que le strict moyen d'accomplir un devoir"⁵³.

Symptomatiques de la volonté de retrouver à tout prix l'unité sociale dissoute par la crise des années trente, ces notions de communauté, de service à la société, d'échange du droit à la sécurité individuelle contre le devoir social de travail constituant, pensons-nous, l'une des convergences constructives des pensées pétainiste et technocratique. Au travers de ces notions s'exprime en fait une nouvelle conception de la citoyenneté qui représente une remise en question de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et des principes libéraux d'organisation de la société. En effet, l'individu n'est plus ici le citoyen de 1789 dont les droits, premiers par rapport aux devoirs, sont des facultés inhérentes à l'homme, des droits naturels, inaliénables et sacrés dont la proclamation suffit à lui rappeler ses obligations. Les droits du citoyen sont désormais réputés égaux à ses devoirs et désignent l'exigence socialement reconnue que les besoins vitaux de l'homme, le travail et la santé notamment, doivent être satisfaits. Devant l'incapacité du marché libéral à remplir cette exigence, la société, c'est-à-dire l'Etat, se porte dorénavant garante de la satisfaction de ces besoins, tenus pour être les droits sociaux de l'individu. En échange, celui-ci est appelé à donner un sens nouveau au mot travail. Expression du devoir du citoyen, le travail n'a plus pour mobile unique le profit personnel, il est la manifestation de la solidarité sociale et le meilleur agent de la prospérité générale et individuelle. En bref, s'invente alors la société française aujourd'hui en crise, celle de l'Etat-providence, de la croissance et du citoyen producteur et consommateur.

Il ne nous semble pas difficile de comprendre comment, entre 1930 et 1945, ces principes nouveaux de la citoyenneté ont constitué des valeurs sociales-frontière dans lesquelles se sont reconnus aussi bien des pétainistes, des membres de la synarchie que des technocrates d'X-Crise. Inscrits dans une vision organiciste de la société, ces principes sont venus entretenir l'idéal pétainiste d'une cité corporatiste où le citoyen est pleinement conscient que "l'esprit de revendication retarde les progrès que l'esprit de collaboration réalise"⁵⁴. Dans le cas de la synarchie, ces mêmes principes ont nourri un projet de société

⁵⁰ X-Crise, *op. cit.*, p. 58.

⁵¹ *Ibid.*, p. 43.

⁵² *Ibid.*, p. 46.

⁵³ De Charnay G., *op. cit.*, p. 6.

⁵⁴ Pétain P., *op.cit.*, p. 477.

totalitaire et corporatiste où le droit de l'individu, nous l'avons vu, est "le strict moyen d'accomplir un devoir", où "la profession définit tout entier le citoyen" et hors de laquelle il est "seulement un vivant facteur d'anarchie quelle que soit par ailleurs sa valeur humaine"⁵⁵. Pour les technocrates d'X-Crise, cherchant à "concevoir dans l'avenir une économie qui concilie à la fois cette notion du devoir social et cette autre notion, chère, à la nature humaine, de liberté économique"⁵⁶, cette nouvelle citoyenneté a représenté le fondement politique d'un dépassement rationnel du libéralisme par le développement de l'intervention économique et sociale de l'Etat et d'un capitalisme démocratique et égalitaire ouvrant la voie à la croissance et au bien-être. Malgré ces différences, tous auraient très bien pu faire leur ces deux principes de la communauté vichyssoise : "La première garantie des droits de l'individu réside dans la société" et "tout citoyen, qui cherche son bien propre hors de l'intérêt commun, va contre la raison et son intérêt même"⁵⁷.

Il est bien sûr indispensable de nuancer cette convergence pour respecter la division qui s'effectuera en 1940 au sein du mouvement technocratique entre vichyssois et anti-vichyssois. La ligne de partage nous semble être ici la Révolution Française. S'inscrivant dans une optique respectueuse des libertés politiques de 1789 et soucieuse de protéger en même temps l'individu des risques qu'il encoure d'une intégration plus complète à la société marchande, cette nouvelle citoyenneté constituera l'idéal de nombreux administrateurs républicains et débouchera sur la démocratie des trente glorieuses, du productivisme et de la Sécurité sociale. Entre temps, associée à une condamnation des acquis politiques de la Révolution, elle aura été porteuse de l'ordre vital vichyssois où, en contre-partie de leurs droits sociaux, les citoyens devaient "à la patrie leur travail, leurs ressources et leur vie même" sans qu'"aucune conviction politique, aucune préférence doctrinale ne les dispense de ces obligations"⁵⁸.

Néanmoins, on ne saurait passer sous silence le rôle considérable qu'a joué le régime de Vichy dans la formation des droits sociaux du citoyen moderne. Il suffit pour s'en convaincre de consulter le Journal officiel de l'Etat français. Dans la forêt des textes qui viennent créer ou développer la protection sanitaire et sociale des individus, on peut citer l'acte dit loi du 14 mars 1941 relatif à l'allocation aux vieux travailleurs salariés repris dans la législation sur la Sécurité sociale⁵⁹; celui du 29 mars 1941 portant création d'une allocation de salaire unique attribuée aux familles de salariés et de fonctionnaires qui ne bénéficient que d'un seul revenu professionnel ; celui du 8 février 1942 portant institution d'un Fonds National de Solidarité Agricole destiné à contribuer au financement des lois sociales et familiales en agriculture ; celui du 16 décembre 1942 relatif à la protection de la maternité et de la première enfance qui rend obligatoires le certificat médical prénuptial, le carnet de santé de l'enfant et accroît les allocations journalières aux femmes enceintes privées de ressources⁶⁰. Dans ces mesures, il faut, à notre avis, moins voir les signes d'un progrès irrépressible de l'Histoire vers la société du bien-être que le fruit d'une conception de la citoyenneté française que partageaient pétainistes et technocrates vichyssois.

3. Le pétainisme et la modernisation de l'agriculture

Enfin, le lecteur spécialiste des problèmes agricoles aura pu, pensons-nous, constater de lui-même⁶¹ que les contributions du régime de Vichy à la politique de modernisation de l'agriculture, loin d'être indépendantes de l'idéologie pétainiste, s'y inscrivent. Unifier la représentation professionnelle de l'agriculture, donner aux paysans une protection sociale

⁵⁵ De Charnay G., *op. cit.*, p. 6 et 60-61.

⁵⁶ X-Crise, *op. cit.*, p. 50.

⁵⁷ Pétain P., *op.cit.*, p. 477 et 479.

⁵⁸ Pétain P., *op.cit.*, p. 477.

⁵⁹ Cf. pour plus de détails Paxton R. O., *op. cit.*, p. 324.

⁶⁰ J.O. des Lois et Décrets du 15.3.1941, 11.4.1941, 10.2.42., 22.12.1942, pp. 1166, 1555, 586 et 4170.

⁶¹ Le lecteur se reportera au texte de Pétain cité plus haut, cf. appel de note 43.

égale à celle des citadins, développer dans les campagnes l'électrification et les adductions d'eau, améliorer l'habitat et la voirie rurale, remembrer et encourager l'appropriation familiale des terres, tous ces objectifs que poursuivront les politiques agricoles de la IV^{ème} et de la V^{ème} Républiques sont partie intégrante du projet pétainiste et ne relèvent pas d'une évolution naturelle et inéluctable vers l'agriculture moderne. Ceci acquis, comment peut-on expliquer que l'idéologie pétainiste ait à ce point favorisé les formes ultérieures du développement agricole ? Les auteurs de *l'Histoire de la France Rurale*, constatant les similitudes des programmes de M. Braibant, agrarien convaincu et de R. Dumont, démocrate et conseiller agricole du Plan en 1946, expliquent que cette convergence "résulte d'une même conception étroite du développement économique et social, conçu comme la mise en oeuvre de procédés techniques supposés politiquement et socialement neutres, au service de choix politiques ou idéologiques que l'on croit ainsi indépendants de l'organisation technique de la production"⁶². Pour être séduisante, cette interprétation ne nous convainc pas entièrement. Si la neutralité de la technique constitue bien l'un des présupposés essentiels des théoriciens de la croissance de l'après-guerre, il nous semble que la pensée pétainiste, fidèle en cela aux enseignements du catholicisme social, est elle convaincue que cette même technique, en développant l'interdépendance réelle des hommes dans le travail, rend obligatoire la collaboration sociale et conduit nécessairement à la victoire du corporatisme. C'est à notre sens ce qui ressort de cet extrait des écrits du maréchal : "On pouvait craindre que cette lutte perpétuelle de doctrines, cet acharnement systématique à triompher les uns des autres, ce déchaînement organisé des passions et des appétits eussent gravement ébranlé notre cohésion nationale. Heureusement par d'autres voies, l'époque moderne en réparait les brèches. En effet, la transformation économique du monde, le développement de l'industrie, de la technique et du machinisme montraient à chacun l'avantage du travail en commun et le fruit de la coordination des efforts. Comme conséquence les groupements corporatifs ont réapparu et absorbé les individus par l'intermédiaire des syndicats. Ainsi la force des choses rendait à la discipline et à la solidarité le relief que tendait à leur faire perdre l'affaiblissement des traditions"⁶³. En d'autres termes, on peut penser que le pétainisme a vu dans le développement technique, notamment en agriculture, la voie moderne d'une rénovation des traditions communautaires éprouvées par un siècle et demi de démocratie et de libéralisme. Quand le maréchal exhorte "le terrien" à faire, "lui aussi, des efforts pour sortir de son isolement (...), pour moderniser ses méthodes et se prêter à toutes les formes professionnelles de l'entraide"⁶⁴, c'est cette combinaison de tradition et de modernité qu'il faut entendre.

IV. Des communions du terroir à l'Etat autoritaire et protecteur

1. Jeanne d'Arc, un mythe pétainiste

Pour aborder la conception pétainiste de la société et de l'Etat, il n'est pas de meilleure introduction que le culte voué par les pétainistes à Jeanne d'Arc.

En mai 1429, Orléans est délivré. Les chefs militaires français veulent couper la retraite aux troupes anglaises et les décimer avant qu'elles ne puissent embarquer sur les plages de Normandie. Opposée à ce projet de "course à la mer" que "bon sens, expérience, raison, principes de l'art militaire"⁶⁵ recommandent pourtant, Jeanne d'Arc veut s'ouvrir la voie de Reims pour y faire sacrer le roi, Charles VII. Obstinée, n'admettant pas "que l'on parle d'autre chose que de Reims"⁶⁶, elle réussit à obtenir de celui-ci une armée. Elle engage alors la marche au Nord-Est, prend Patay et Auxerre, puis au cours de la chevauchée de

⁶² Gervais M., Jollivet M., Tavernier Y., *op. cit.*, p. 103.

⁶³ Pétain P., *op.cit.*, p. 360.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 506.

⁶⁵ Maurras C., *op. cit.*, p. 32.

⁶⁶ *Ibid.*

Champagne, Troyes et Châlons. En juin sa mission est accomplie et le sacre de Reims confirme la légitimité de Charles VII, roi de France.

Pour les pétainistes⁶⁷, cette histoire tout droit venue du XV^{ème} siècle prend au XX^{ème} valeur d'apologue. "Depuis un siècle, la France s'affaiblissait en querelles intérieures qui aggravaient les conséquences tragiques de la guerre étrangère. Le pays était partiellement occupé par les Anglais, qui formaient un parti important. La propagande étrangère s'attachait à diviser l'opinion, et l'on en venait à ne plus savoir penser français. La France doutait d'elle-même et de son chef. On eût dit que tout ressort était brisé et que le pays était devenu incapable de trouver en lui-même les éléments de son redressement. La majorité des Français n'attendait son salut que de l'Angleterre. Ce tableau rappelle de façon saisissante celui que nous avons sous les yeux récemment encore. Mêmes faiblesses, mêmes divisions, mêmes doutes de soi-même, mêmes vains espoirs placés sur l'étranger"⁶⁸ A ces maux qu'à cinq cents ans de distance, de la guerre de Cent Ans à la guerre de 1940, l'Histoire répète, il faut appliquer le remède que découvrit en son temps Jeanne d'Arc. En comprenant d'emblée que "la conquête anglaise n'était que l'effet de causes plus profondes" et "tenait à la division, à l'émiettement, à l'affaiblissement et à l'anarchie de l'Etat"⁶⁹, Jeanne d'Arc sut trouver le chemin du salut. Animée par "la foi en son Dieu, en son pays et en son roi"⁷⁰, elle comprit qu'il fallait laisser à demain la victoire militaire, la chasse à l'occupant pour restaurer à tout prix la légitimité du pouvoir, retrouver au plus vite l'unité morale et politique de la nation en la personne du chef consacré : "La guerre eût pu finir : mais non pas sans renaître tout aussitôt de divisions dans lesquelles la France se fût débattue faute de Chef. C'était cette mort lente qu'il fallait empêcher en lui rendant son centre et support vivant, le chef, le Roi"⁷¹. L'exemple de Jeanne doit être médité et suivi. En 1942 comme en 1429, "un peuple ne peut attendre son salut que de lui-même" et "pour cela doit s'unir, se discipliner, cesser de discuter ses chefs"⁷². Ainsi, fermant leurs "oreilles aux propagandes étrangères" et "groupés étroitement derrière leur Chef", les Français du XX^{ème} siècle pourront "guérir encore une fois France malade" et auront "comme Jeanne d'Arc la joie de voir la France reprendre le chemin glorieux de ses destinées éternelles"⁷³.

Il ne faut pas seulement voir dans la figure mythique de Jeanne d'Arc, sainte de la patrie et martyre de l'unité nationale, l'expression du patriotisme pétainiste, royaliste et chrétien opposé à l'idéal de la nation républicaine et laïque que personnifie Marianne, "effigie symbolique de femme anonyme et sans caractères"⁷⁴. Jeanne représente aussi un remarquable condensé de la pensée pétainiste elle-même. Bergère cuirassée de Domrémy, paysanne en armes des marches de l'Est qui "a, de son étendard, tracé le plus lumineux sillon"⁷⁵ de l'histoire de France, elle incarne les deux lieux fondateurs de la pensée pétainiste, le terroir et l'armée. Si nous avons vu plus haut combien le pétainisme se présente comme une doctrine communautaire puisant dans le terroir l'idéal d'une nation indivise, Jeanne d'Arc, vénérée parce qu'elle sut identifier l'unité française à la personne du chef de l'Etat, c'est-à-dire traduire la volonté de communion en principe d'autorité, nous guide vers un second et fondamental aspect du pétainisme : la doctrine hiérarchique issue des valeurs et des règles de l'organisation militaire.

2. L'armée, le terroir et la figure du paysan-soldat

⁶⁷ Rappelons que Jeanne d'Arc fut béatifiée en 1909 et canonisée en 1920 et que sa fête, célébrée chaque deuxième dimanche de mai, rassemble toujours au grand complet l'extrême droite française.

⁶⁸ Pétain, *op. cit.*, pp. 230-231.

⁶⁹ Maurras C., *op. cit.*, p. 33.

⁷⁰ Pétain, *op. cit.*, p. 231.

⁷¹ Maurras C., *op. cit.*, p. 33.

⁷² Pétain, *op. cit.*, p. 231.

⁷³ *Ibid.*, p. 232.

⁷⁴ Bordeaux H., *Images du Maréchal Pétain*, Ed. Sequana, 1941, cité in Miller G., *op. cit.*, p. 122.

⁷⁵ Pétain, *op. cit.*, p. 230.

Par bien des côtés, l'armée remplit dans la pensée pétainiste la même fonction symbolique que le terroir. Dans "la troupe, fusion intime des origines, des caractères, des individus"⁷⁶, s'évanouit l'héritage honni de la Révolution française. A l'apathie et à la faiblesse du civil embourgeoisé sans autres idéaux que l'appât du gain et la passion d'accumuler les choses, le soldat pétainiste oppose le tempérament ardent et viril du guerrier, la solidité du combattant de Verdun et la familiarité avec la dure vie des armes que vient seulement récompenser une maigre solde. Au lieu de l'égoïsme du citoyen revendicatif et de son goût immodéré pour les discussions partisans et les querelles stériles, il cultive l'esprit de corps, le sens du devoir et du sacrifice et la fidélité à l'emblème sacré du drapeau tricolore. Grâce à l'armée, "moëlle de la Patrie (...), organisme sorti du pays réel, de son coeur, de son âme et de son génie millénaire"⁷⁷, les Français peuvent ainsi apprendre à se dégager des valeurs individualistes de la société démocratique et libérale pour retrouver l'idéal de la communion nationale : "L'armée française constitue l'un des éléments les plus solides du pays. Toute entière à ses devoirs, restée à l'écart des luttes et des divisions intérieures, elle constitue certes une force matérielle puissante et disciplinée, et par là même redoutable, mais surtout une force asservie à la plus magnifique idée. Un passé lourd de gloire, un avenir riche de promesses sont inscrits dans les plis de son drapeau. Mais les trois couleurs n'en doivent pas être divisées. C'est de leur union qu'est fait son prestige et que jaillit sa puissance. (...) L'armée est le grand creuset où s'unissent les Français en s'instruisant au dur métier des armes. C'est là que se forge la grandeur et que résident les espoirs du pays"⁷⁸.

Douée des vertus communautaires qui font d'elle un second terroir, l'armée possède aux yeux des pétainistes une faculté rédemptrice particulière : le principe hiérarchique qui l'organise de bas en haut, du soldat au maréchal. C'est de cette hiérarchie dont la France, attaquée de l'intérieur comme de l'extérieur, meurtrie et cependant toujours au combat, a besoin : "On a mis un appareil à la blessure de la France. Par la force des choses, c'est un appareil militaire, le seul qui puisse y convenir. Nous n'avons cessé de réclamer cet appareil, dès le début des hostilités. (...) La guerre voulait un gouvernement de guerriers ; un gouvernement où l'action primât le verbiage des discussions ; où l'ordre procédât de la longue habitude d'une hiérarchie, supérieure aux compétitions des clans et aux querelles des personnes. Nous ne parlions pas d'un homme. Ou nous le nommions à peine. Nous ne demandions que la dictature de l'Armée française et de sa hiérarchie naturelle"⁷⁹. Action, ordre, hiérarchie, gouvernement, dictature... A l'image du terroir matrice de la Révolution nationale, l'armée est le corps vivant où s'enracine cet autre nom du régime vichyssois : l'ordre social nouveau. Parce que, comme le terroir, elle est demeurée à l'abri de l'anarchie de la société civile, l'armée représente la puissance salvatrice d'une nation désormais consciente que l'esprit de Verdun doit redevenir "le fondement de la vie sociale"⁸⁰ et prête à se mettre au garde-à-vous : "La France peut à bon droit faire confiance, à son armée. Depuis que nous l'avons quittée, celle-ci a jalousement gardé ses traditions, conservé sa hiérarchie, rejeté loin d'elle les germes de la désunion ou de l'indiscipline. Le moment est venu de faire revivre les vertus militaires que nous avons pratiquées pendant la guerre. (...) Comme en 1917, je viens sonner le rappel des énergies françaises. A ceux qui m'écoutent sur cette terre heureuse du Périgord, et aussi à tous ceux que peut encore toucher la voix de leur ancien chef, je viens crier : "Garde-à-vous"⁸¹.

Dans la pensée pétainiste, l'armée et le terroir fusionnent en la figure symbolique du paysan-soldat, semblable à celle de Jeanne d'Arc mais que le souvenir de la Grande guerre rend singulièrement plus évocatrice et populaire que la personnalité lointaine et mythique

⁷⁶ *Ibid.*, p. 18.

⁷⁷ Maurras C., *op. cit.*, p. 19 et 23.

⁷⁸ Pétain, *op. cit.*, pp. 440-441.

⁷⁹ Maurras C., *op. cit.*, pp. 17-18.

⁸⁰ Pétain, *op. cit.*, p. 248.

⁸¹ *Ibid.*, pp. 442-443.

de la Pucelle d'Orléans. Les multiples images et jeux de langage de la prose pétainiste où entrent en résonance les valeurs martiales et terriennes s'organisent toutes autour d'un même thème sacré : la nation. Vivant de la terre que lui ont léguée ses ancêtres et ayant "pour elle tant d'affection" qu'il a trouvé "naturel de se sacrifier pour la défense du champ paternel"⁸², le paysan représente le plus sûr garant de l'éternité de la nation : dans chaque village, les monuments aux morts qu'inlassablement le maréchal inaugure sont là pour rappeler le sang qu'il a versé au champ d'honneur. Parce qu'il creuse, jour après jour, dans le sol le sillon pareil à la tranchée tout au fond de laquelle il sut "s'enterrer pendant quatre ans" pour en "jaillir au moment de la victoire"⁸³, le paysan possède les vertus obstinées et farouches qui ont toujours assuré la sauvegarde de la nation en danger, l'ont "soutenu aux heures de crise", ces vertus-là même qui "sont aussi celles qui font le vrai soldat"⁸⁴. Enfin, parce que le champ labouré laisse voir des sillons parallèles qui sont comme autant de soldats en rang, le paysan, obéissant à ses chefs et les encourageant par son sens du devoir et de la discipline, constitue le plus solide fondement de l'ordre national : "Insensible aux excitations pernicieuses, il accomplit son devoir militaire avec la même assurance tranquille que son devoir de terrien. Il apprend méthodiquement et n'oublie pas ce qu'il a appris. Aimé de ses supérieurs, respecté de ses camarades, il suit son chef sans discuter et donne à ce chef la volonté d'entreprendre"⁸⁵.

A notre avis, la figure du paysan-soldat mérite une attention toute particulière car elle constitue un merveilleux guide d'analyse aussi bien de la pensée pétainiste que du régime vichyssois. On peut certes être tenté de ne voir en elle que l'émanation de l'autorité du chef de l'Etat français, la réplique imposée de la personne sacrée du maréchal, l'homme aux sept étoiles, fils d'Horace Pétain et Clotilde Legrand, petits cultivateurs du Pas-de-Calais. Mais en raisonnant de cette manière, en ne considérant la figure du paysan-soldat que comme un pur et simple effet de pouvoir, on aboutit à une impasse : si le maréchal s'encense lui-même, c'est parce qu'il possède le pouvoir et en use. On se condamne ainsi à ne pas comprendre ce qui a précisément autorisé le recours à la personne de Pétain et fondé son pouvoir de chef d'Etat. C'est donc en sens inverse qu'il nous semble indispensable de réfléchir.

Pour expliquer l'appel au maréchal paysan, il faut revenir aux années trente. Si désuète et risible qu'elle puisse nous paraître aujourd'hui, la figure du paysan-soldat ne l'était pas il y a un demi-siècle. Dans la société française de l'époque, encore très largement dominée par des modes de vie et de pensée ruraux, la crise du libéralisme fait, à tort ou à raison, de l'incapacité des classes insérées dans l'économie marchande à former un consensus national au-dessus de leurs intérêts particuliers, un lieu commun de l'opinion publique. Au contraire les classes les moins intégrées au jeu du marché, l'aristocratie terrienne et la paysannerie, et ce corps autonome de la société que constitue l'armée tendent à apparaître comme les derniers dépositaires de l'unité et de l'identité de la nation. Ainsi, renforcé autant par le rôle réel de la paysannerie durant la guerre de 1914-1918 que par l'inquiétude face au danger croissant de revanche allemande, le paysan-soldat devint un puissant symbole non seulement de l'intégrité territoriale de la nation mais plus encore de la souveraineté politique elle-même.

D'un autre point de vue, celui de la logique interne de la pensée pétainiste, la figure du paysan-soldat permet de repérer le mécanisme principal qui produit le pouvoir du chef de l'Etat français. En effet, le paysan-soldat est l'expression symbolique d'un moment décisif du dispositif doctrinal pétainiste, celui où se nouent et se fondent la doctrine communautaire et la doctrine hiérarchique respectivement incarnées par le terroir et l'armée. Au travers de cette fusion, le principe de communion vient s'assimiler au principe d'autorité, l'idéal communautaire s'inscrire dans l'ordre hiérarchique, l'organicisme du

⁸² *Ibid.*, p. 246.

⁸³ Maurras C., *op. cit.*, p. 28.

⁸⁴ Pétain, *op. cit.*, p. 18.

⁸⁵ *Ibid.*

terroir s'identifier à l'organicisme militaire, en bref le lien hiérarchique devient le lien social : "On apprend assurément beaucoup de choses dans l'armée. Des choses vieilles et simples, mais bien utiles ! Par exemple ceci, que, de tous temps, un chef n'a pu efficacement commander à plus de cinq sous-ordres. Cela commence au caporal et finit au sommet de la hiérarchie. Toujours le même compte ; un homme qui décide, quatre hommes qui obéissent et transmettent. Ainsi de suite de la pointe à la base. (...) Les anciens savaient très bien cela. Il suffit de lire Tacite.. Pourquoi la politique moderne l'avait-elle oublié ? La force réelle d'un peuple est dans le contrôle de chaque devoir. Qu'est-ce que gouverner sinon établir la véritable liaison sociale, c'est-à-dire la liaison hiérarchique avec la présence d'un chef à tous les éléments de la chaîne ? (...) Quand j'ai dit cela, tout le monde autour de moi semblait tomber des nues. Cette très vieille vérité semblait une révélation. Hiérarchiser l'ordre, rétablir la liaison organique, c'est pourtant bien simple !"⁸⁶

Alors qu'elle représente dans la pensée pétainiste un tournant essentiel, cette "révélation" n'a jamais, à notre connaissance, été mise en valeur. Elle explique pourtant l'ambiguïté permanente qui caractérise la doctrine sociale pétainiste. En réalisant l'égalité suivante, communier = lier organiquement = lier hiérarchiquement = gouverner = unir, le pétainisme peut sans la moindre difficulté se prétendre rassembleur et sévère, unitaire et autoritaire, énoncer à la fois que "l'esprit nouveau" doit être "de communion nationale et sociale"⁸⁷ et "qu'il ne faut penser qu'à l'ordre et l'ordre c'est la conscience de tous"⁸⁸, appeler les énergies à la Révolution nationale et préparer l'ordre social nouveau. Ainsi peut s'édifier le régime vichyssois, cette société qui, présentant toutes les caractéristiques de la communauté se métamorphose en "une hiérarchie sociale"⁸⁹ à l'apogée de laquelle se trouve l'autorité du chef de l'Etat, premier paysan et militaire de France.

3. La société pétainiste : des corps intermédiaires, des élites et des chefs

Recomposer un corps social, recréer une société unie et fraternelle, faire de la France une Communauté, telle est la mission que s'assignent les pétainistes. Parce que l'Individu consacré par la Révolution française est un être abstrait et seul, une monade face à l'Etat dont l'isolement social engendre inévitablement l'anarchie, "laquelle ne trouve d'autre correctif que le collectivisme"⁹⁰, les pétainistes se proposent de retrouver l'homme dans et par le pays réel, c'est-à-dire de réintégrer l'individu dans les corps intermédiaires naturels qui composent entre lui et l'Etat le tissu et la substance même de la nation qu'un siècle et demi de démocratie et de libéralisme s'est employé à désagréger. Relisant la troisième devise inscrite au fronton de la République, Pétain déclare solennellement qu'afin d'accomplir "dans l'état de nature où nous voici retombés l'idéal magnifique de la Fraternité, (...) la solution consiste à rétablir le citoyen dans la réalité familiale, professionnelle, communale, provinciale et nationale"⁹¹.

Tous les corps intermédiaires qui composent la société pétainiste portent le nom de communauté. "Commençons par le commencement, proclame le maréchal, la famille"⁹². Unité génératrice de la vie, elle est la cellule initiale et l'assise même de l'édifice social. "Maison où l'on se réunit, refuge où les affections se fortifient, communauté spirituelle qui sauve l'homme de l'égoïsme et lui apprend à s'oublier pour se donner à ceux qui l'entourent"⁹³, la famille est la matrice sacrée où l'individu dit spontanément nous avant d'énoncer, au nom d'une rationalité désincarnée, je. A ce titre, elle représente l'image

⁸⁶ Pétain, *op. cit.*, pp. 482-483.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 480.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 483.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 472.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 481.

⁹¹ *Ibid.*, p. 493 et 519.

⁹² *Ibid.*, p. 492.

⁹³ *Ibid.*, p. 617.

même de la communauté parfaite, le modèle naturel de toutes les autres qui ne demande qu'à être "honorée, protégée et aidée"⁹⁴. Au contraire, de profonds bouleversements doivent affecter l'organisation de la vie économique et sociale. Au lieu d'être le théâtre constant de la lutte des classes, l'entreprise doit devenir une "communauté de travail", une corporation où les patrons, les ingénieurs, les techniciens et les ouvriers puissent "se rencontrer, s'affronter" ou mieux même, "pénétrés de la doctrine du bien commun, se composer" et dépasser leurs intérêts particuliers au nom de l'intérêt général de l'entreprise⁹⁵. Ainsi moralisée et unifiée par la collaboration permanente des classes, l'entreprise pourra fournir la base de la profession organisée. "Communauté de communautés" regroupant toutes les entreprises d'une branche industrielle ou commerciale, elle veillera à l'intérêt général de la profession, "lui-même englobé dans l'intérêt plus général encore de la production"⁹⁶. Enfin, l'organisation du territoire national doit être refondue. Vient d'abord la commune, "fédération de familles", puis le département qui, en dépit de l'égalitarisme uniformisateur qui a présidé à sa création, "sera respecté" et enfin la province, couronnement de l'édifice et sur laquelle les pétainistes ne tarissent pas d'éloges⁹⁷. Réalité historique dont l'Ancien Régime pouvait à bon droit s'enorgueillir, elle a "marqué l'esprit français d'une empreinte indélébile au point que chacun se vante d'être de celle-ci ou de celle-là"⁹⁸ : "Tout le monde sait ce qu'est un Basque, un Berrichon, un Bourguignon ; quant à se proclamer Maine-et-Loirien ou Haut-Garonnais l'idée n'en viendrait à personne"⁹⁹. Communauté intermédiaire entre la commune, le département et l'Etat qui permet de combiner les particularismes et les libertés régionales avec "la passion de l'unité française"¹⁰⁰, la province est la petite patrie chantée par Mistral, celle qui "n'ôte rien à l'amour de la grande et contribue" au contraire "à l'accroître en opposant une résistance invincible à tout ce qui veut nous déclasser, nous niveler, nous déraciner"¹⁰¹. Aussi devra-t-on, souligne le maréchal, y "trouver tout ce qui est nécessaire à la vie"¹⁰².

Pour les pétainistes, ces corps intermédiaires¹⁰³ au sein desquels l'être humain, enfant, adulte au travail et habitant du territoire national doit venir se réinscrire ne composent pas un réseau dense et efficace de coercitions qui, dans le temps comme dans l'espace, opprimerait et mutilerait l'individu. Tout au contraire, au sein de ce tissu social naturel et vivant qu'est une communauté, l'individu abstrait et épars se réhumanise et recouvre dans les sécurités et les responsabilités coutumières la générosité, la capacité créatrice et le sens du bien commun qui sont l'essence même de la nature humaine. Il y rejoint "la vraie liberté", si étrangère à "la liberté théorique et chimérique"¹⁰⁴ du citoyen de 1789 abusé par sa part inaliénable de souveraineté, du prolétaire floué par le contrat d'échange, de l'habitant du département perdu dans une division administrative artificielle. En même temps, en constituant autour de l'homme une première société, un premier territoire, la communauté le fait échapper à la condition anonyme et absurde de l'homme de la masse sur laquelle se bâtit la dictature marxiste. Elle forme entre lui et l'Etat "un rempart",

⁹⁴ *Ibid.*, p. 492.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 493 et 498-499.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.*, p. 520 et 525.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 520.

⁹⁹ *La France et ses provinces* dans l'album *France 1941*, Ed. Alsatia, 1941, cité in Miller G., *op. cit.*, p. 123.

¹⁰⁰ Maurras C., *op. cit.*, p. 177.

¹⁰¹ Pétain, *op. cit.*, p. 526.

¹⁰² *Ibid.*, p. 527. Rappelons que toutes ces propositions de réforme ont été suivies d'actes innombrables parmi lesquelles on peut citer : modifications de la législation sur la famille et le divorce, création de la Charte du Travail, des comités d'organisation dans l'industrie et dans le commerce, de la Corporation paysanne dans l'agriculture, réforme régionale, etc.

¹⁰³ Il faudrait aussi ajouter l'école, les associations sportives, d'anciens combattants, etc.

¹⁰⁴ Pétain, *op. cit.*, p. 519.

compose "une société solide"¹⁰⁵ qui le protège des excès de la puissance publique et l'assure que "ses droits fondamentaux" domestiques, professionnels et nationaux "seront garantis"¹⁰⁶. Ainsi, parce qu'ils permettent d'éviter aussi bien l'écueil de l'individualisme destructeur que celui de l'oppression collectiviste, "ces deux erreurs contraires qui, embrassées tour à tour, ne font pas une vérité"¹⁰⁷, parce qu'ils conduisent à renouer avec le goût si français de "l'indépendance" qui "peut parfaitement s'accommoder de la discipline"¹⁰⁸, ces corps intermédiaires seront désormais le fondement de l'autorité : "L'autorité doit procéder d'abord du principe immuable, qui est le fondement de la formation, du développement, de la grandeur et de la durée de tous les groupes naturels sans lesquels il n'y a ni peuple, ni état, ni nation"¹⁰⁹.

Pour comprendre comment se forme l'autorité à partir des corps intermédiaires, il faut faire intervenir le principe de l'élite et du chef. "Toute communauté", affirme le maréchal, requiert un chef"¹¹⁰. Choisi parmi l'élite que secrète chaque communauté¹¹¹ et que l'Etat français veut recréer là où elle a été détruite par les régimes précédents, le chef pétainiste est celui qui établit l'équivalence, évoquée plus haut, du lien social et du lien hiérarchique : d'un côté par son statut et son pouvoir au sein de la communauté, il maintient la cohésion organique de celle-ci, de l'autre, en représentant la communauté unie au sein d'une structure hiérarchique qui mène indirectement ou directement au pouvoir central, il transforme la communauté en un rouage de l'ordre social où s'enracine et s'édifie l'autorité de l'Etat et de son chef. Dans la famille, le père, source naturelle et incarnation première de l'autorité, a pour mission de veiller à l'unité de la cellule familiale et de soumettre ses fils et ses filles à l'apprentissage de la discipline qui forme "les enfants bien élevés (...), les hommes et les peuples forts"¹¹² ; père de famille nombreuse, il siège de droit dans d'innombrables instances de décision, depuis le conseil municipal jusqu'à la commission budgétaire¹¹³. Dans l'organisation professionnelle de l'économie, des chefs, venus de l'élite des patrons, des ingénieurs¹¹⁴ et des ouvriers que possèdent les entreprises d'une branche, sont appelés à former l'élite de la profession organisée. Au sein de celle-ci se recrutent une fois encore des chefs qui, nommés par le ministre au sein d'organismes appropriés¹¹⁵, sont chargés de veiller à la bonne réalisation du projet de collaboration des classes et de définir la politique économique de la branche en coordination avec un représentant de l'Etat dont la fonction est "d'arbitrer souverainement les oppositions qui s'avéreraient autrement irréductibles"¹¹⁶. Enfin dans l'organisation du territoire national, des élites "encouragées

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 480.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 477.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 481.

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 520.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 477.

¹¹¹ On rencontre parfois d'étonnantes élites : "Quant à la pénurie des hommes, elle est due surtout à l'absence des prisonniers. Tant que plus d'un million de Français, comprenant les éléments jeunes et vigoureux de la nation et la meilleure fraction de son élite, demeureront en marge de l'activité du pays, il sera difficile de construire un édifice neuf et durable. Leur retour permettra de combler le grand vide dont nous souffrons. Leur esprit, fortifié par la vie, des camps, mûri par de longues réflexions, deviendra le meilleur ciment de la révolution nationale". *Ibid.*, p. 577.

¹¹² *Ibid.*, p. 486.

¹¹³ Cf. pour plus de détails Paxton R. O., *op. cit.* pp. 164 et sq.

¹¹⁴ Anticapitaliste et méfiant à l'égard des capacités revendicatives des ouvriers le pétainisme accorde beaucoup d'importance aux ingénieurs : "Ingénieurs, vous avez pensé trop souvent qu'il vous suffisait de remplir avec conscience votre fonction technique. Vous avez plus à faire, car vous n'êtes pas seulement des techniciens, vous êtes des chefs. Comprenez bien le sens et la grandeur du nom de chef". Pétain P., *op. cit.*, p. 500.

¹¹⁵ Ce sont les comités d'organisation pour chaque branche et à un niveau supérieur l'Office central de répartition des produits industriels, le Centre d'information interprofessionnelle, le Conseil supérieur de l'économie industrielle et commerciale.

¹¹⁶ Pétain, *op. cit.*, p. 493.

sur le plan local et régional¹¹⁷ doivent se dégager le maire, nommé par l'Etat et disposant sur sa commune d'une autorité accrue, le préfet "maître"¹¹⁸ du département et le gouverneur de la province. Chef incontesté de sa circonscription "sous l'impulsion" duquel doit renaître "l'admirable diversité de la vie locale"¹¹⁹, il est aussi l'un des maillons administratifs d'une "machine à restaurer l'ordre et l'autorité" : "A la tête de chacune de ces régions sera placé un gouverneur relevant directement du pouvoir central et les préfets n'auront plus sous le contrôle et l'autorité du gouvernement qu'un rôle d'administrateurs. Entre le pouvoir central et les gouverneurs, comme entre les gouverneurs et les préfets, plus d'écran interposé. Dans la machine, plus de cailloux qui viennent en arrêter le fonctionnement et rendre vaine la commande"¹²⁰.

Il faut bien se garder de confondre le chef pétainiste et le chef totalitaire, nazi ou soviétique que décrit H. Arendt¹²¹. Celle-ci met en effet l'accent sur le fait que le chef nazi, issu d'une masse d'individus atomisés et déracinés, ne représente pas, contrairement à l'idée reçue, le niveau intermédiaire d'une chaîne de commandement hiérarchique, susceptible de recevoir sa part d'autorité et d'obéissance. Il dépend en fait d'Hitler dont la volonté s'incarne en tout lieu et en tout temps¹²². A l'opposé, le chef pétainiste est le produit et l'incarnation d'une conception ruralo-martiale de la société. Venu d'une élite d'individus préalablement replacés dans des liens sociaux organiques, il est un membre de la communauté et un chaînon responsable d'une hiérarchie sociale calquée sur le modèle militaire. Ainsi possède-t-il à la fois les qualités que lui confèrent son extraction communautaire et sa fonction hiérarchique. Conscient que "le goût de la responsabilité est le signe distinctif du chef", il sait que sa condition est fondée sur "la position et les mérites acquis dans le groupe familial, communal, professionnel, provincial et national, sur l'émulation dans l'effort, sur l'intelligence tendue vers le bien de la communauté, sur les services rendus dans tous les cadres de l'activité humaine"¹²³. Pour autant, il n'oublie jamais que "tout chef, étant responsable, doit être honoré et servi"¹²⁴ et que son rôle dans la hiérarchie dépend de sa capacité à commander, à imposer un ordre où le bien de la communauté s'inscrive dans le bien de la nation, à organiser "une France où la discipline des subordonnés réponde à l'autorité des chefs dans la justice pour tous"¹²⁵. Mi-paysan, mi-soldat, sachant se sacrifier aussi bien pour sa communauté que pour sa patrie, le chef pétainiste ressemble en fait à l'artisan¹²⁶. Si haut qu'il monte, il ne quitte jamais sa communauté d'origine mais sélectionné "dans toutes les conditions, les plus humbles comme les plus hautes dans tous les rouages de la société, de la base au sommet"¹²⁷, il produit le peuple pétainiste, cette hiérarchie naturelle de corps intermédiaires qu'on peut parcourir au pas régulier du paysan, au pas cadencé du soldat : "Un peuple est une hiérarchie de familles, de professions, de communes, de responsabilités administratives, de familles spirituelles, articulées et fédérées pour former une patrie animée d'un mouvement, d'une âme, d'un idéal, moteurs de l'avenir, pour produire, à tous les échelons, une hiérarchie des hommes qui se sélectionnent par les services rendus à la communauté, dont un petit nombre conseille, quelques-uns commandent et, au sommet, un chef qui gouverne"¹²⁸.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 488.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 528.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 526.

¹²⁰ *Ibid.*, pp. 523-524.

¹²¹ Cf. Arendt H., *Les origines du totalitarisme*, tome 3 : *Le système totalitaire*, Ed. du Seuil, Paris, 1972 (1^{ère} édition américaine en 1951).

¹²² *Ibid.*, p. 92 et 134-135.

¹²³ Pétain, *op. cit.*, p. 521.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 477.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 456.

¹²⁶ Cf. *supra* la définition de l'artisan par Pétain déjà citée.

¹²⁷ Pétain, *op. cit.*, p. 521.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 519.

4. Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français

En fait, la nature de l'Etat pétainiste se dessine clairement dans le double statut du chef.

D'un côté, parce que le pouvoir de l'Etat est le produit de la chaîne de commandement hiérarchique que composent un à un les chefs, l'Etat pétainiste est autoritaire, dictatorial. En effet, arrivé en haut de la hiérarchie, tout s'inverse : "L'autorité, dit le maréchal, ne vient plus d'en bas ; elle est proprement celle que je confie ou délègue"¹²⁹. Solidement relié à la société civile par la hiérarchie des chefs mais en même temps séparé d'elle par la concentration des pouvoirs que cette même hiérarchie institue à son sommet, l'Etat peut désormais se déclarer "fort et indépendant", "libre" d'engager "la révolution par en haut" qui "descendra de proche en proche jusqu'aux assises même de l'Etat et de la nation"¹³⁰. Pour les pétainistes, commencer par en haut signifie d'abord épurer le corps de l'Etat lui-même dissoudre les sociétés secrètes et tout spécialement la Franc-Maçonnerie, cet Etat dans l'Etat, cette "Loge" où "se syndique tout ce que la synagogue et le monde mèteque comptent de moins français"¹³¹ ; priver les Juifs du droit d'accès à la Fonction Publique¹³² et, après avoir pris soin de réviser les procédures de naturalisation, réclamer la nationalité française à tout individu désireux d'y faire son entrée¹³³ ; enfin, en mettant au pas les associations syndicales de fonctionnaires coupables d'avoir organisé une "poussière de fonctionnaires, follement jaloux de leurs "droits" imaginaires"¹³⁴, accroître l'autorité de l'Etat sur son propre personnel et le pouvoir de celui-ci sur l'ensemble de la société : "L'Etat délègue à ses fonctionnaires une part de son autorité et leur fait confiance pour l'exercer en son nom. (...) Les fonctionnaires ne seront plus entravés dans leur action par des règlements trop étroits et par des contrôles trop nombreux. Ils seront plus libres. (...) Mais pour cette raison même, l'Etat punira leurs défaillances avec une sévérité exemplaire"¹³⁵. Ainsi, assaini et renforcé, l'Etat peut dans un second temps étendre son pouvoir en épurant le corps social de toutes "les coalitions d'intérêts particuliers" qui asservissaient l'Etat libéral et l'empêchaient de jouer son rôle d'arbitre de la nation et de "garant des libertés individuelles"¹³⁶ : libérer la vie politique de la loi du nombre en interdisant les partis et en concentrant tous les pouvoirs sur l'exécutif ; libérer la vie économique et sociale de la loi de l'argent et de la revendication en brisant la puissance corruptrice des trusts et des syndicats pour organiser une économie contrôlée par l'Etat et subordonnée à l'intérêt national ; libérer enfin la vie locale, départementale et régionale en supprimant le népotisme et la pagaille engendrés par les parlementaires et en nommant, nous l'avons vu, des maires, des préfets et des gouverneurs bénéficiant d'une autorité accrue.

On commettrait cependant un grave contre-sens en voyant uniquement dans l'Etat pétainiste un pouvoir autoritaire et dictatorial. Parce que la hiérarchie qui le fonde est à la fois une hiérarchie d'hommes et une hiérarchie de corps intermédiaires, parce que le chef

¹²⁹ *Ibid.*, p. 558.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 477, 491 et 567.

¹³¹ Maurras C., *op. cit.*, p. 210.

¹³² On trouvera dans Ganier Raymond P., *Une certaine France. L'antisémitisme 1940-1944*, Balland, Paris, 1975, une liste exhaustive des privations de droits dont les Juifs furent l'objet.

¹³³ Ces décisions ont effectivement été prises dès les premières semaines du régime vichyssois.

¹³⁴ Maurras C., *op. cit.*, p. 169. Maurras va même plus loin puisqu'il n'hésite pas à proposer de retirer aux fonctionnaires le droit de vote : "Oserais-je faire une question ? Les fonctionnaires militaires ne votent pas. C'est-à-dire que, agents directs et immédiats de la force de l'Etat, ils ne sont pas admis à le contrôler. Pourquoi en serait-il autrement des fonctionnaires civils ? Pourquoi voteraient-ils ? Ils représentent l'Etat. Le reste du pays se fait représenter devant lui. Eux qui sont organes et membres de l'Etat, logiquement quel droit ont-ils à faire partie de cette représentation ? (...) Ils appartiennent au tribunal, non au public, juges et non parties." *Ibid.*, p. 172.

¹³⁵ Pétain, *op. cit.*, p. 456 et 478.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 473.

est en même temps le maillon obéissant d'une chaîne de commandement militaire et le membre responsable de communautés hiérarchisées, l'Etat pétainiste voit sa souveraineté fondée ni sur l'abstraction démocratique du peuple de citoyens, ni sur les figures du peuple totalitaire, la classe, la race ou le faisceau, mais sur une conception chrétienne de l'inscription de l'ordre et du bien commun des communautés dans l'ordre et le bien commun de la nation. Ni régime démocratique et libéral, ni régime totalitaire, le régime pétainiste est bâti sur la triade Etat - communautés naturelles intermédiaires - homme enraciné où l'Etat est "le remembrement organique de la société (...) opéré par la sélection des élites et des chefs à tous les degrés de l'échelle sociale"¹³⁷. Dans chaque communauté, puisqu'un chef veille à l'ordre communautaire et national, l'Etat peut prétendre que son pouvoir est borné par l'action des communautés, qu'il respecte "les droits individuels"¹³⁸, qu'il se limite à arbitrer les conflits professionnels et à "coordonner"¹³⁹ l'économie, qu'il décentralise et développe l'autonomie de la vie locale. Puisque dans chaque communauté encore, un chef prend soin du bien commun communautaire et national, l'Etat peut se dire "protecteur" et se définir comme l'achèvement, "le couronnement de l'action tutélaire de la société et des associations"¹⁴⁰.

Que l'Etat pétainiste soit autoritaire et protecteur, on en trouve l'éclatante confirmation dans la personne du maréchal et l'idolâtrie dont elle fut l'objet. Au sommet de la hiérarchie des chefs il est le Chef, l'homme seul que ses conseillers éclairent sans entamer en rien son pouvoir : "Plus le chef se sent seul à la tête de l'Etat, plus est haute sa situation, plus il éprouve le besoin de s'entourer de conseils. Il est entendu que le chef doit être libre de sa décision"¹⁴¹. Surveillant le peuple de son oeil de maître¹⁴², il gouverne la France grâce à l'exactitude et la fidélité des organes de transmissions¹⁴³ qui doivent lui prêter serment : "Je suis venu ici pour recevoir votre serment (...). Aujourd'hui le temps des équivoques est passé (...) On est avec moi ou contre moi (...). C'est moi seul que l'Histoire jugera"¹⁴⁴. Au sommet de la hiérarchie des communautés, il est le Père. Tous les jeudis il reçoit à Vichy les Français d'humble condition qui lui demandent audience. Soutenu par sa canne, il chemine en leur compagnie, écoute leurs peines quotidiennes et ayant "ausculté le coeur de la nation"¹⁴⁵, les rassure de sa voix, les entoure de sa "sollicitude paternelle"¹⁴⁶, les appelle à "se serrer autour de lui"¹⁴⁷. Connaissant les souffrances du peuple, souffrant lui-même de celles-ci, il incarne le Christ rédempteur, le Père qui délivre les Français du mal¹⁴⁸. Alternativement, le maréchal prend l'un ou l'autre de ses deux visages. Appelé en

¹³⁷ *Ibid.*, pp. 520-521.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 491.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 475 .

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 480.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 515.

¹⁴² G. Miller s'est livré à une analyse complète du culte voué à la personne du maréchal : son nom, son oeil, sa canne, ses étoiles de maréchal, etc., *op. cit.*, chapitres 3 à 15.

¹⁴³ Pétain, *op. cit.*, p. 558.

¹⁴⁴ *Ibid.*, pp. 515-516 et 550.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 516.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 615.

¹⁴⁸ En témoigne ce Pater Noster modifié que cite Miller G., *op. cit.*, p. 54 : "Notre Père qui êtes

A notre tête

Que votre nom soit glorifié

Que votre règne arrive

Que votre volonté

Soit faite

Sur la terre pour qu'on vive

Demeurez sans retour,

Redonnez

L'existence

A la France

Ne nous laissez pas retomber

juin 1940 par le Président de la III^{ème} République, il sait imiter les sacrifices d'un père de famille pour ses enfants : "Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur"¹⁴⁹. Mais entrant en octobre 1940, après l'entrevue avec Hitler à Montoire dans la voie de la collaboration, il prévient les Français : "Je vous ai tenu jusqu'ici le langage d'un père. Je vous tiens aujourd'hui le langage du chef"¹⁵⁰. Quelquefois, pourtant, l'alchimie semble parfaitement réussir. "Faites la chaîne, dit-il, en me tendant la main"¹⁵¹ sans qu'on puisse se douter si ce qu'on attrape est une main de fer ou une main secourable. "Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français" écrit-il en tête de chaque acte de loi sans qu'on puisse être sûr qui de nous ou de lui va décider.

Parvenu à la fin de l'exposé de la pensée sociale pétainiste, quelques remarques sur l'organisation générale de notre travail se révèlent indispensables. Dans la première partie de cet article (cf. n° 13 du Bulletin du Mauss), nous nous sommes employés à démontrer que les doctrines pétainiste et technocratique se rejoignent dans la volonté de rompre avec le libéralisme et d'instaurer une citoyenneté nouvelle où l'Etat-providence, la croissance et les droits sociaux de l'individu ont trouvé leur fondement politique. Il nous reste maintenant à effectuer la même recherche en ce qui concerne la conception de la société et de l'Etat. Le schéma pétainiste que nous venons de décrire est-il, comme le pensent les historiens, purement et simplement archaïque ou bien le retrouve-t-on dans la pensée technocratique, supposée relever elle de la seule modernité ? Si, comme nous le verrons, d'importantes convergences existent, quelles conclusions faut-il en tirer sur la nature du régime vichyssois, les étranges cheminements de la modernité d'après-guerre et les distinctions essentielles créatrices de la démocratie ? C'est à répondre à ces questions que sera consacrée la suite de notre travail.

V. Les pétainistes, les technocrates et la Cité

Quelques observations préliminaires, d'ordre historique et méthodologique, sont ici nécessaires. En premier lieu, il faut souligner la variété des prises de position des technocrates à l'égard du régime de Vichy. Loin d'être un ensemble homogène, la technocratie rassemble des personnalités antivichyssoises et membres des réseaux de résistance comme Jean Monnet, des hommes qui accepteront de participer de près ou de loin à l'Etat français tel François Perroux et d'autres enfin, à l'image des synarchistes, qui apporteront leur entier soutien au régime et figureront parmi le personnel gouvernemental. En second lieu, tous les textes technocratiques ne possèdent pas la dimension politique du pétainisme. On ne retrouve pas par exemple dans les travaux d'X-Crise, qui est pourtant considéré comme l'un des principaux mouvements d'avant-guerre où s'est formée la technocratie, un projet d'organisation d'ensemble de la société française aussi élaboré que celui de Pétain. Ainsi, pour en même temps éviter tout amalgame, rendre compte des divisions internes à la technocratie et comparer des textes de même nature, nous avons été conduits à scinder notre travail en deux parties. La première, publiée dans le présent numéro, portera sur la Cité imaginée par la technocratie synarchique et la seconde (cf. n° 16), sur celle pronée par F. Perroux dans l'avant-guerre et sous le régime de Vichy.

Dans le vain songe
Et le mensonge
Et délivrez-nous du mal
O Maréchal"

¹⁴⁹ Pétain, *op. cit.*, p. 449.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 550.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 574.

1. Le pétainisme, la synarchie et la pensée hiérarchique

Dans les pages qui suivent, nous nous proposons de confronter le pétainisme à la doctrine du Mouvement Synarchique d'Empire (M.S.E.). Celui-ci est une société secrète, créée en 1922, au sein de laquelle on retrouve principalement les technocrates qui occuperont des postes de haute responsabilité à Vichy. Plusieurs ministres du régime ont été membres de la synarchie¹⁵².

Notre étude comparative devrait permettre de répondre à trois questions qui, pourtant au coeur de toute réflexion sur la nature du régime vichyssois, n'ont à notre connaissance soit jamais été même formulées, soit jamais abordées de front par les historiens spécialistes de la synarchie et du régime de Vichy. Existe-t-il réellement, comme nous en faisons l'hypothèse, une proximité doctrinale entre le pétainisme et la synarchie ? Si oui, comment faut-il alors interpréter, quelle qu'en soit la véracité, la thèse pétainiste du complot synarchique, cette conspiration des milieux technocratiques, industriels et financiers qui aurait conduit à l'échec de la Révolution nationale ? *A contrario*, comment comprendre qu'en dépit de ce supposé complot, pétainistes et synarchistes aient cohabité à Vichy ?

L'ordre social synarchique

Le pacte synarchique révolutionnaire relu cinquante ans après sa rédaction¹⁵³, défie l'imagination. Ecrit dans une langue absconse et prétentieuse où s'expriment tout à la fois un mépris souverain des individus, une passion irraisonnée de l'ordre, un culte hallucinant du secret et une fascination mégalomane pour la puissance de l'Etat, ce document confidentiel¹⁵⁴ a néanmoins été signé par de nombreux polytechniciens, des hauts fonctionnaires souvent membres de l'Inspection des Finances, des industriels et des hommes d'affaires alors renommés et prêts à engager, contre la révolution anarchique de la rue, "la révolution par en haut, dans les consciences et dans l'Etat"¹⁵⁵. Texte aujourd'hui totalement oublié, il constitue pourtant l'un des principaux manifestes de la pensée technocratique contemporaine et la profession de foi d'une fraction importante de la technocratie vichyssoise. Des 598 propositions qui composent le pacte et dont on a peine à restituer la cohérence tant la volonté d'action révolutionnaire "invisible"¹⁵⁶ l'emporte sur la clarté de l'exposé doctrinal, se dégage, nous allons le voir, un modèle de société qui dans son architecture se révèle identique à celui conçu par Pétain.

Comme le maréchal, les synarchistes ont deux ennemis fondamentaux : "A droite, les tenants du vieux conservatisme soi-disant libéral et du capitalisme ploutocratique, (...) dussent-ils dévier en un capitalisme d'Etat toujours plus oppresseur des consciences et des corps. A gauche, les tenants socialo-communistes du marxisme orthodoxe, instaurateur du

¹⁵² On consultera sur les activités et les membres de la synarchie les ouvrages de : Bauchard P., *op. cit.* ; De Charnay G., *op. cit.* ; Ehrmann H.W., *La politique du patronat français (1936-1955)*, Librairie Armand Colin, Paris., 1959 ; Kuisel R.F., *op. cit.* ; Saunier J., *La synarchie*, Cal, 1971 ; Ulmann A. et Azeau H., *Synarchie et pouvoir*, Julliard, Paris, 1968. Par ailleurs on trouvera dans l'ouvrage de Paillard J., *op. cit.*, pp. 290-293, une liste, semble-t-il exhaustive, des auteurs ayant traité de la synarchie.

¹⁵³ Selon Ulmann A. et Azeau H., *op. cit.*, p. 325., il aurait été rédigé vers 1936. Il a été intégralement reproduit dans De Charnay G., *op. cit.*

¹⁵⁴ L'avertissement au lecteur est le suivant : "Toute détention illicite du présent document expose à des sanctions sans limite prévisible, quel que soit le canal par lequel il a été reçu. LE, MIEUX EN PAREIL CAS EST DE LE BRULER ET DE N'EN POINT PARLER. La Révolution n'est pas une plaisanterie mais l'action implacable régie par une loi de fer". De Charnay G., *op. cit.*, Annexe p. I.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. II.

¹⁵⁶ Un des rédacteurs du pacte écrit dans une lettre à Ulmann A. et Azeau H., *op. cit.*, p. 326, que l'essentiel de la doctrine synarchique se trouve dans quelques unes des 598 propositions : "Ces quelques truffes étaient sciemment parsemées dans un pâté, destiné à la consommation des gourmets du pouvoir, appâtés d'abord par son double fumet de puissance et de secret".

socialisme d'Etat et de la collectivisation autoritaire des consciences et des corps"¹⁵⁷. Pour éviter ces deux régimes, ils se proposent de former "une société sans classe, mais foncièrement hiérarchisée" qu'ils conçoivent à l'échelle de l'Empire français, lui-même futur promoteur de la Pan-Eurafrique, "union fédérative des peuples, des états et des nations libérées de l'Europe et de l'Afrique"¹⁵⁸. "Cadre grandiose de la civilisation occidentale rénovée et magnifiée"¹⁵⁹, celle-ci doit impulser la révolution synarchique mondiale. Pour construire cette société, les synarchistes partent du Peuple c'est-à-dire "tout le monde en masse" où n'existe "aucune autre diversité hiérarchique que celle, toute spontanée, des différences naturelles", où bouillonnent "les forces telluriques des besoins et des appétits, les racines informes de toutes les possibilités, les réserves obscures du meilleur informulé et du pire"¹⁶⁰. Ils veulent métamorphoser ce Peuple en Empire c'est-à-dire "tout le monde en ordre" où "par une hiérarchie organique des services sur laquelle doit se mouler de gré ou de force la hiérarchie effective des citoyens, (...) il n'est plus aucune place légitime ni pour l'obscur, ni pour l'amorphe, ni pour l'informulé"¹⁶¹. Dans l'Empire, "idées, passions., besoins, intérêts, hommes et choses ont une valeur définie" et "tout (...) est amené au net par le service soutenu sans faiblesse dans tous les secteurs de l'activité collective"¹⁶². Pour assurer cette transformation, c'est-à-dire accomplir "la révolution synarchique perpétuelle" qui "doit être reconnue et servie comme telle sous peine de rupture violente"¹⁶³, ils font confiance à "l'effort impérial" qu'ils identifient à la capacité mystérieuse des masses à "se dépasser elles-mêmes par le sugissement de leurs élites et par leur propre participation au génie, au sacrifice" et "à l'héroïsme de ces élites"¹⁶⁴.

Grâce à cet effort impérial doit émerger l'Ordre synarchique, "hiérarchie naturelle des réalités collectives" au sein duquel on retrouve, quoiqu'étendus à l'Empire français, les corps intermédiaires de la société pétainiste : "L'ordre synarchique assure la coopération nécessaire des gouvernants et des gouvernés par l'acceptation virile de la révolution continue, seul gage de paix intérieure, en coordonnant souplement dans l'empire l'articulation structurale hiérarchisée des réalités du Peuple : états, nations, régions, communes, professions organisées, familles et individus"¹⁶⁵.

Il est indispensable d'entrer ici dans le détail pour bien comprendre les ressemblances et les différences entre les conceptions pétainiste et synarchique. Dans une large mesure, la pensée communautaire, et la volonté d'autonomie des corps intermédiaires qui l'accompagne, demeurent présentes. Les familles "réalité naturelle de base dans l'ordre synarchique", sont présumées "conservatrices des traditions diversifiées des patries populaires" et définies comme les "éléments premiers irréductibles de toute continuité collective, la source originelle des vertus spécifiques de chaque terroir, les milieux organiques différenciés de sélection primitive des individus"¹⁶⁶ ; de même les communes, auxquelles "la plus large autonomie possible doit être reconnue" sont censées offrir "un appui organique immédiat (...) aux besoins vitaux des familles et des individus"¹⁶⁷ ; quant aux régions, "décentralisatrices de la vie concrète de l'Empire", elles devront être "régentes directes des économies locale communales, syndicales, corporatives, familiales et individuelles"¹⁶⁸. Mais, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que le principe d'ordre a

¹⁵⁷ De Charnay G., *op. cit.*, Annexe p. 12.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 72.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 103.

¹⁶⁰ *Ibid.*, pp. 4-5.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 5.

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ *Ibid.*, p. 9.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 38.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. XI.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 61.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 59.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 58.

nettement pris le pas sur celui de communion. La meilleure preuve en est la profession organisée qui joue un rôle prépondérant dans l'édification de l'ordre synarchique. "Préoccupation dominante du Mouvement (...) et meilleur moyen technique de la révolution"¹⁶⁹, celle-ci n'est pas l'incarnation de l'idéal pétainiste de collaboration des classes, une "communauté de communautés"¹⁷⁰, mais "la réalité technique de base dans l'ordre synarchique (...) et l'instrument pratique de toute synarchisation effective"¹⁷¹. Créée "dans chaque commune, dans chaque région, dans chaque nation et dans l'Empire", elle est "ordonnatrice du travail" et transforme l'individu, "vivant facteur d'anarchie", en "citoyen gouvernable" pourvu qu'aucune personne "ne reste en dehors" d'elle¹⁷² : "La profession définit tout entier le citoyen. (...) L'activité civique est marquée du point de vue synarchique par l'exercice d'une profession reconnue et organisée"¹⁷³.

Ainsi, alors que dans la conception pétainiste le corps intermédiaire représentait le tissu naturel de la nation, formait à la fois un rouage de l'ordre social et une zone de protection de l'individu où l'idéal communautaire et l'idéal hiérarchique se confondaient, le corps intermédiaire synarchique tend lui à constituer une technique totalitaire de socialisation et de domination des individus, un outil commode de fabrication de l'ordre et du pouvoir de la synarchie. Cette différence, à laquelle il n'est pas question de conférer une portée pratique, et surtout pas celle d'innocenter les pétainistes des horreurs réelles commises par Vichy, a cependant d'importantes conséquences sur le plan théorique. Si, la société synarchique, à l'image de la société pétainiste, est un régime hiérarchique fondé sur la triade Etat-corps intermédiaire-individu, la hiérarchie synarchique n'est pas véritablement une hiérarchie de territoires sociaux mais une "hiérarchie de fonctions et de services"¹⁷⁴. Elle n'est pas ordonnée par une logique chrétienne d'inspiration ruralo-militaire qui produit symboliquement et réellement l'autorité du maréchal et unifie le corps social, mais par une logique instrumentale et technicienne qui permet selon la signification même du mot synarchie, à quelques-uns, appuyés sur ces mécanismes fonctionnels que sont les corps intermédiaires, de rationaliser l'édifice social. En fin de compte, on peut dire qu'en ces corps où Pétain prétendait réenraciner l'homme et retrouver à la société une substance et un ordre communautaire, les synarchistes voyaient eux, au même moment, les moyens de leurs fins : une Cité éternellement modelable, à l'infini organisable par cette "rigueur rationaliste"¹⁷⁵ si française dont un groupe restreint d'ingénieurs sociaux assoiffés de pouvoir se voulaient les secrets messagers¹⁷⁶.

La conception synarchique des élites vient pleinement confirmer ce distinguo. Il est en effet intéressant de constater que n'apparaît pas dans le pacte la figure pétainiste du chef, à la fois paysan et soldat, dont l'enracinement communautaire et le sens de la discipline militaire déterminent le statut social particulier et produisent le pouvoir d'un seul Chef, le maréchal. Pour les synarchistes, il existe des élites plurielles qui, représentant, à l'image du projet d'ensemble, un étrange amalgame de folie rationalisatrice et de messianisme révolutionnaire, occulte et éthéré d'où la pensée communautaire et hiérarchique puisée aux sources du terroir et de l'armée, et partant la personne unique du maréchal, se trouvent bannies. Issues de masses anarchiques et non de groupes sociaux naturels, les élites synarchiques sont composées d'individualités d'exception. Figures premières de l'homme nouveau, elles sont à la fois "des technocrates modernes (...) qui visent à plier

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 60.

¹⁷⁰ Pétain, *op. cit.*, p. 498.

¹⁷¹ De Charnay G., *op. cit.*, p. 49 et 59.

¹⁷² *Ibid.*, p. 51, 59 et 61.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 24 et 60.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 47.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 3.

¹⁷⁶ Ceci correspond d'ailleurs aux descriptions généralement faites des personnalités synarchistes. Ainsi H. W. Ehrmann écrit : "Cyniques, à tous propos, mais toujours conscients de leur propre valeur, abstraits et nihilistes sur le plan moral..." *op. cit.*, p. 76.

scientifiquement les forces de la nature au bénéfice de tous les hommes"¹⁷⁷ et des spiritualités mystérieuses et divines douées d'une morale nietzschéenne qui les conduit à identifier "la recherche du surhumain" à la direction de "l'effort collectif"¹⁷⁸. Grâce à cette identification, à cette "mystique d'Empire"¹⁷⁹, elles se classent selon leur qualité et leur fonction dans une société qui, pour être hiérarchique, se découpe aussi en espaces d'intervention économique, politique et culturel. Formant une "demos-idéocratie", elles ont en charge l'ordre culturel et se caractérisent par leur "détachement inactuel"¹⁸⁰; "demos-aristocratie", elles veillent à l'ordre politique et possèdent "le goût du service discipliné"¹⁸¹; "demos-technocratie", au sujet de laquelle les synarchistes sont bien sûr plus loquaces, elles organisent l'ordre économique grâce à "leur sens humaniste des fins idéales de l'individu et des masses (...), leur sens pratique de la matière et la rigueur de leurs techniques"¹⁸². Enfin, loin d'être de simples répliques du Chef suprême, certaines d'entre elles sont chargées d'une mission particulière : "s'installer" secrètement "au coeur de l'Etat" pour y mener "la révolution préventive" d'où surgira l'Etat, "autorité incarnée en quelques-uns"¹⁸³.

Ces différences ne doivent cependant pas masquer l'essentiel. Que les élites synarchiques puissent parfois se tapir dans les antichambres des ministères et les chefs pétainistes devoir toujours s'enraciner dans le terroir, que les unes se préoccupent plus d'ordre et les autres davantage d'ordre et de bien commun ne modifient pas le modèle général de société et d'Etat. Substituts à la représentation parlementaire¹⁸⁴ issue du suffrage universel et ordonnatrices des masses, les élites synarchiques forment l'armature humaine d'une société civile solidement hiérarchisée et génèrent un Etat de troisième voie, ni démocratique ni marxiste, dont le pétainisme avec ses chefs se voulait aussi le porteur. Partout présentes et agissantes, elles résolvent "dans chaque domaine de l'activité sociale (...) le conflit perpétuel entre les tendances collectivistes et les tendances individualistes" et assurent "une hiérarchisation populaire effective"¹⁸⁵. Grâce à leur "sens de l'ordre synarchique", elles font naître "l'autorité légitime de l'Etat", désormais "détenteur (...) des pouvoirs d'intervention et de coercition les plus étendus"¹⁸⁶. En vertu de leur "mérite", de leur "goût sacrificiel des responsabilités et du "Pouvoir-service"", elles composent un Etat social chargé de remédier à "toute souffrance dégradante (...) qui atteint l'individu"¹⁸⁷. En bref, émerge une fois encore cet Etat ambigu, dictatorial et "tutélaire" qui peut prétendre, en coordonnant "l'énergie des élites (...), orienter toutes les activités d'ordre collectif au service matériel et moral de l'individu"¹⁸⁸.

Vichy, l'étrange alliance et la Cité administrée

¹⁷⁷ De Charnay G., *op. cit.*, p. 15.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 65.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 40.

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 56 et 65.

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² *Ibid.*, p. 77.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 43 et 51.

¹⁸⁴ Les synarchistes sont intarissables sur le parlementarisme. Celui-ci serait un régime d'importation étrangère, de représentation amorphe de citoyens abstraits par des élus incompetents, un régime non d'idées mais d'opinions vagues ou sectaires, de duperie, de fausse démocratie, d'anarchie larvée, de verbiage idéologique, de mensonge favorable aux oligarchies, de corruption qui "détourne au profit de ces coalitions d'intérêts inavouables, argent ou sectes, le seul pouvoir effectif de la bureaucratie irresponsable, impuissante dans tout ce qui peut avoir quelque caractère de grandeur, en dépit des efforts d'une élite de fonctionnaires", un régime enfin de parasitisme et de laisser-aller, d'impéritie gouvernementale et de routine. Cf. De Charnay G., *op. cit.*, p. 13.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 35 et 47.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 65.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 36, 56 et 65.

¹⁸⁸ *Ibid.*, pp. 36-37.

Au terme de ce travail de confrontation des doctrines pétainiste et synarchique, on s'aperçoit aisément, pensons-nous, à quel point l'opposition si courante entre un pétainisme par nature archaïque et une technocratie d'essence moderne est une vue fautive, totalement impropre à rendre compte de la composition hétérogène du personnel politique vichyssois et du caractère paradoxal du régime. Si l'on définit, comme on le fait habituellement, l'esprit de la modernité par la volonté de rompre avec les solidarités organiques et les hiérarchies figées, il est clair qu'on ne peut qualifier les synarchistes de modernes. La pensée communautaire, l'appel aux solidarités familiale et communale n'ont, loin s'en faut, pas disparu et l'idéal hiérarchique est au coeur de leur projet. Plus largement, tout, entre pétainisme et synarchie s'emmêle, s'embrouille à plaisir et les convergences idéelles, quelles que soient les distinctions de conceptions et de sources d'inspiration que nous avons jugées bonnes de souligner, ne cessent pas d'être considérables. On retrouve ainsi dans l'une ou l'autre des doctrines la volonté d'oeuvre révolutionnaire, les anathèmes contre l'anarchie libéralo-démocratique et le parlementarisme, le culte de l'ordre, de la virilité et de l'esprit de sacrifice, le projet de voie médiane entre le socialisme soviétique et le capitalisme libéral, la société hiérarchique peuplée de corps intermédiaires et d'élites fondatrices d'un Etat tout puissant et protecteur. En d'autres termes, on peut d'ores et déjà dire que si le régime de Vichy a consacré l'avènement de la technocratie, on ne saurait continuer de croire en trouver l'explication dans une dichotomie simpliste mais il faut bien plutôt la chercher dans l'imaginaire commun qui liait, dans la repudiation du passé comme dans les projets d'avenir, pétainistes et synarchistes.

Cet imaginaire commun n'exclut pas, on l'a vu, d'importantes différences qui viennent éclairer la question trouble du complot synarchique. Celui-ci, rappelons-le, aurait selon les pétainistes regroupé certains des signataires du pacte, essentiellement des polytechniciens et des représentants de la haute finance juive liés à la banque Worms, et aurait empêché le maréchal de mener à bien, conformément aux idéaux communautaires de la Révolution nationale, sa politique sociale. Si l'on met de côté l'infinie et vaine controverse sur l'existence réelle ou non de ce complot¹⁸⁹ pour seulement s'intéresser aux fondements doctrinaux de la thèse pétainiste, on ne peut manquer d'être frappé par l'écho entre cette dernière et le jugement que nous portons plus haut, à propos des corps intermédiaires, sur les différentes logiques sociales à l'oeuvre dans l'une et l'autre des conceptions. En effet, pour les pétainistes, la communauté est le lieu rédempteur où l'homme se guérit de la démocratie et du libéralisme, réacquiert le sens du social et redevient l'être de communion qui incarnera et réalisera la Révolution nationale. Elle revêt un caractère sacré, très profondément chrétien dont la notion de bien commun, l'une des deux valeurs fondatrices de l'édifice social, porte témoignage. Chez les synarchistes, au contraire, la communauté ne représente pas un idéal. Elle s'inscrit dans une logique qui, peu ou prou, l'utilise comme un procédé pratique de création d'une hiérarchie sociale fonctionnelle et a perdu tout sens chrétien pour ces rationalistes qui cherchent à abattre "le cléricalisme traditionnel" et à "épurer la révolution des expériences religieuses"¹⁹⁰. Ainsi, ni vérité ni mensonge, la thèse du complot exprime en fait une ligne de partage essentielle entre les

¹⁸⁹ Une abondante littérature, oeuvre de pétainistes désireux de rejeter toutes les fautes sur les synarchistes, d'auteurs d'obédiences politiques diverses très enclins à expliquer l'histoire par ses mensonges et ses secrets, enfin d'historiens scrupuleux et soucieux de vérité historique, a accumulé d'innombrables preuves venant vérifier l'une comme l'autre des hypothèses, démontrant par là même la quasi impossibilité de faire la pleine lumière sur cette question. Que les synarchistes, fidèles en cela à leur doctrine, se soient empressés d'investir l'Etat français et que parallèlement les pétainistes aient trouvé dans la thèse du complot un instrument de propagande anticapitaliste et antisémite permettant de justifier aux yeux de l'opinion publique les mesures antisociales et antijuives ne nous semblent faire aucun doute. Le retentissement que cette affaire eut dans la presse de l'époque tend d'ailleurs à confirmer cette interprétation.

¹⁹⁰ De Charnay G., *op. cit.*, p. 3 et 12.

doctrines pétainiste et synarchique : l'esprit communautaire du christianisme.

Un lecteur pressé pourrait conclure que nous renouons ici avec la dichotomie classique entre un pétainisme traditionaliste parce que chrétien et une technocratie moderne parce qu'athée. Ce serait là commettre deux erreurs, la première d'identifier uniquement la tradition à la pensée communautaire et omettre la pensée hiérarchique constamment présente dans la doctrine synarchique, la seconde de présupposer, ce qui nous semble loin d'être le cas¹⁹¹, l'absence d'une dimension religieuse et chrétienne dans la formation de la modernité technocratique d'après-guerre. En outre, une seconde ligne de partage mérite d'être soulignée. Révolution nationaliste et patriotique, société substantielle et solide, chef paysan et soldat, homme réel et territorialisé dans un cas, révolution aux visées impériales et internationales, société en mouvement dont la mise en ordre, la synarchisation des masses, n'est jamais achevée, élite nietzschéenne et homme nouveau dans l'autre, à l'enracinement pétainiste puisé aux sources ruralo-martiales de la nation s'oppose la démiurgie synarchique au sein de laquelle on rencontre nombre des ingrédients de la construction totalitaire nazie : les masses, les surhommes, la révolution perpétuelle, l'ordre mondial¹⁹².

Une valeur, essentielle aussi bien dans le pétainisme que dans la synarchie, illustre parfaitement ces deux lignes de partage : le sacrifice. Dans l'acception pétainiste, le sacrifice social est à l'image de celui du Christ pour le genre humain. Il représente, au moins en son idéal, un choix individuel par lequel l'homme accepte d'endurer la souffrance et se dévoue à la communauté et à l'ordre. Son acte d'abnégation, répété par autant d'individus qu'en compte la patrie, assure le rachat des fautes du passé démocratique et libéral et la rédemption de la nation française. Qu'elles qu'en furent les conséquences pratiques, c'est-à-dire la privation et la mort imposées aux hommes, le sacrifice pétainiste ne se substitue pas à la loi mais nourrit la loi vichyssoise. Il n'est qu'un aliment spirituel d'un régime légal et n'organise pas les fondements d'une nouvelle société politique. Le sacrifice synarchique, dans la conception duquel a disparu l'esprit communautaire du christianisme et qui cristallise la religion nouvelle de la dynamique perpétuelle et des élites, tend lui à jouer le rôle analysé par H. Arendt¹⁹³ de la terreur dans le système totalitaire, soviétique ou nazi. Il est ou deviendra la loi du régime synarchique : "Loi écrite, tradition ou coutume n'ont (...) aucun caractère sacré : elles peuvent être considérées comme les lignes de moindre résistance offertes au gouvernement par l'inertie des mœurs et doivent être ramenées à de simples instruments pratiques de coordination toujours médiocres. (...) Le fondement réel du droit synarchique est le sacrifice¹⁹⁴."

Témoignage plus pragmatique mais non moins exemplaire est la réponse que fit en 1941 l'amiral Darlan au chef de cabinet du maréchal, H. du Moulin de Labarthète. Celui-ci s'étonnant de voir figurer nombre de responsables de la banque Worms dans le gouvernement formé par celui-là, s'entendit rétorquer : "Cela vaut toujours mieux que les puceaux de sacristie qui vous entourent. Pas de généraux, pas de séminaristes, des types jeunes, dessalés, qui s'entendront avec les fritz et nous feront bouillir de la bonne marmite"¹⁹⁵.

Mais, dès lors, comment comprendre la cohabitation à Vichy des pétainistes et des synarchistes ? Qu'est-ce qui, dans l'imaginaire commun que nous évoquions plus haut, a soudé ces deux visions du monde par bien des aspects opposées ? Plus largement ne peut-on déjà, en répondant à cette question, dévoiler certaines des raisons pour lesquelles Vichy a contribué à la formation de la modernité technocratique d'après-guerre ?

¹⁹¹ Cf. partie suivante.

¹⁹² On consultera l'exposé par Hitler lui-même de ces théories dans Rauschnig H., *op.cit.*

¹⁹³ Arendt H., *op. cit.*, p. 203 et sq.

¹⁹⁴ De Charnay G., *op. cit.*, pp. 5-6.

¹⁹⁵ Cité in Kuisel R. S., *op. cit.*, p. 234. Si ces quelques lignes en disent long sur l'atmosphère qui devait régner dans les cabinets vichyssois, qu'il soit ici bien clair qu'on ne saurait s'en saisir pour faire porter la responsabilité de la collaboration aux seuls synarchistes. Celle-ci est le fruit d'un régime social et non de quelques individus.

Il faut ici se pencher d'abord sur le projet commun aux pétainistes et aux synarchistes de créer un régime de troisième voie entre le socialisme soviétique et le capitalisme libéral. Si les historiens ont déjà mis l'accent sur l'importance de ce thème de la troisième voie dans la construction vichyssoise, ils l'ont surtout étudié¹⁹⁶ en tant que tentative de solution économique et sociale à la crise du marché libéral engagée depuis le début des années trente. Le corporatisme, c'est-à-dire la doctrine des professions organisées et de la coordination de l'économie par l'Etat, en permettant d'échapper à la fois à la libre concurrence, à la lutte des classes et à l'appropriation par l'Etat de l'ensemble des moyens de production, devait, éviter le double écueil du libéralisme et du socialisme. Sans pour autant méconnaître cette dimension, il nous semble que ce que montre notre travail, c'est qu'on ne saurait faire l'économie d'une réflexion proprement politique sur ce projet de troisième voie et l'organisation de la Cité qu'il entend générer.

Qu'on la considère dans son expression pétainiste ou synarchique, la troisième voie traduit l'égale volonté de se détourner en même temps de la liberté du citoyen démocratique issu de la Révolution française et de son complet renversement qu'incarne la domination totale de l'Etat soviétique sur l'individu. Les uns dans le retour aux racines de la nation, les autres dans l'utopie démurgique cherchent à édifier au milieu du vingtième siècle un régime autoritaire, formule médiane entre le gouvernement de la loi et l'administration des choses. Dans ce régime, l'autorité de l'Etat se construit progressivement à l'intérieur même de la société civile par les corps intermédiaires, les élites et les chefs. Que ceux-ci soient le produit de l'organicisme du terroir et de l'armée ou d'un messianisme rationaliste, ils ont pour fonction de regrouper les individus, de les intégrer solidement au tout social en assurant immédiatement leur représentation à l'intérieur d'une hiérarchie qui conduit au pouvoir central. Evitant l'atomisation, l'individualisme et l'impuissance de l'Etat libéral qui produisent inmanquablement la révolte des masses et l'étatisme, cette hiérarchie est censée opérer une synthèse entre l'autorité et la liberté et garantir que la souveraineté de l'Etat est à la fois entière et juste puisqu'issue du sein même de la société civile.

Essentiel est de bien apercevoir que cette hiérarchie de corps intermédiaires, d'élites et de chefs, cette architecture sociale pyramidale transforme en fin de compte la société en une gigantesque machine administrative. En quelque endroit du territoire, en quelque domaine de l'activité, sociale, à tout moment du processus de décision, il se trouve toujours un chaînon humain, un serviteur contraint ou volontaire, une élite en devenir ou un chef déjà institué qui recevront l'ordre d'en haut et le répercuteront en bas. Pétain, on s'en souvient, disait avoir trouvé le secret de l'ordre social et de son autorité personnelle dans la hiérarchie naturelle du corps militaire. "La France, proclamait-il, ne peut être gouvernée que si, à l'impulsion du chef, correspondent l'exactitude et la fidélité des organes de transmission"¹⁹⁷. Les ingénieurs synarchistes imaginaient, eux, que leur propre pouvoir puisse se fabriquer au moyen d'une hiérarchie fonctionnelle principalement fondée sur cette courroie de transmission que devait être la profession. Hiérarchie naturelle et hiérarchie fonctionnelle, autorité d'un seul ou de quelques-uns... A notre avis, il faut moins voir en Vichy un lieu d'opposition entre ces deux types de hiérarchie, l'une patriotique et charismatique, l'autre polytechnicienne et élitiste, que le moment historique fondamental de leur fusion. C'est ce qu'indique clairement le travail de Luc Boltanski sur la formation du groupe social des cadres dans les années 1930-1945¹⁹⁸. La personnalité de l'ingénieur moderne qui se constitue alors, et singulièrement sous Vichy¹⁹⁹, est le résultat de la synthèse des vertus de la tradition militaire et des compétences nouvelles de la science et de l'organisation. D'ailleurs Pétain, nous l'avons vu, exhortait les ingénieurs à devenir des chefs et réclamait aussi, du fait même de sa solitude à la tête de l'Etat, la

¹⁹⁶ Cf. notamment Paxton R. O., *op. cit.*, p. 204 et sq.

¹⁹⁷ Pétain, *op.cit.*, p. 558.

¹⁹⁸ Boltanski L., *Les cadres*, Ed. de Minuit, Paris, 1983, pp. 63-153.

¹⁹⁹ *Ibid.*, pp. 128-132.

multiplication des conseillers du pouvoir²⁰⁰. Ainsi, puisés à des sources différentes mais nullement contradictoires, les ordres pétainiste et synarchique s'accordaient sur l'idéal de "la révolution par en haut"²⁰¹ et de la société hiérarchique et administrée. Pétainistes comme synarchistes auraient très bien pu reprendre ce mot du maréchal : "La France nouvelle réclame des serviteurs animés d'un esprit nouveau, elle les aura. (...) La machine qui doit restaurer l'ordre et l'autorité, nous sommes en train de la monter. Bientôt elle sera en place et elle tournera"²⁰².

Cette société conçue et fonctionnant comme une machine administrative est au coeur de l'équivoque vichyssoise.

"Administrer", disait déjà un modeste responsable des Chantiers de Jeunesse en citant Fayol, "c'est prévoir, organiser, commander, coordonner et contrôler"²⁰³. Au sommet de la pyramide, la formule paraît encore plus vraie. Les problèmes politiques s'identifient à une technique de gouvernement, les problèmes économiques se mesurent et réclament l'application de remèdes scientifiques, les problèmes sociaux se gèrent efficacement, en bref la Cité toute entière s'administre et la technocratie, synarchique ou non, peut donner libre cours à son idéal d'ingénieur social et réaliser enfin son projet organisateur lentement mûri pendant l'entre-deux guerres²⁰⁴ : prévoir et développer l'appareil statistique, organiser en modernisant et en professionnalisant l'économie, commander et coordonner en multipliant les organismes de centralisation des décisions économiques et sociales, contrôler en décentralisant, en un mot accroître la bureaucratie et l'emprise globale de l'Etat sur la société civile. En d'autres termes, l'avènement de la technocratie sous Vichy, les concours du régime à la constitution de l'économie et de la société française d'après-guerre ne sont pas le produit d'une évolution inéluctable vers la modernité. Ils ne sont pas non plus, comme on l'invoque souvent parce que la raison est inodore et incolore, anonyme, le résultat direct de la centralisation obligée de l'économie d'un pays en guerre. Ils sont dus à une organisation pétaino-technicienne de la Cité où cette centralisation s'avérait possible parce que le lien hiérarchique et administratif était, peu ou prou, devenu le lien social²⁰⁵.

Mais administrer vient aussi du latin *minister* qui signifie service et pétainistes, synarchistes et technocrates désiraient remettre à l'honneur ce sens premier. La condition de chef était pour Pétain fondée sur "la responsabilité (...) et les services rendus dans tous les cadres de l'activité humaine"²⁰⁶. Les synarchistes proclamaient qu'ils possédaient le goût du "pouvoir-service", que le devoir des élites et des plus forts était de servir et de protéger les plus faibles et que "les droits virtuels du Peuple (...) se ramènent à un droit essentiel, primordial et imprescriptible : le droit d'être servi par tous les corps constitués

²⁰⁰ Cf. *supra*.

²⁰¹ Pétain, *op.cit.*, p. 567 ; De Charnay G., *op. cit.*, p. II.

²⁰² Pétain, *op.cit.*, p. 567 et 524.

²⁰³ Cité in Legendre P., *L'administration du XVIIIème siècle à nos jours*, PUF, Paris, 1969, p. 250.

²⁰⁴ Cf. Brun G., *Technocrates et technocratie en France (1918-1945)*, Ed. Albatros, Paris, 1985.

²⁰⁵ Dans son livre, Y. Bouthillier, ministre des finances sous Vichy, écrit : "Chacun administrait sa maison. A nous, gouvernement, revenait la charge, incombait le soin d'administrer l'ensemble des maisons du pays, c'est-à-dire, à la lettre, son "éco-nomie". (...) Il nous fallut prendre fortement en main l'économie française. Notre mission d'administrateurs, de réparateurs patients nous condamna à contrôler, à diriger strictement. Nos compatriotes comprenaient que pour soutenir la pression d'un régime totalitaire sur notre économie, il nous le fallait imiter en quelque mesure. Il ne suffisait point d'avoir des principes, il fallait les faire passer dans les faits au moyen de services, au moyen d'organes qui du gouvernement aux réalités innombrables et quotidiennes réaliseraient l'unité de l'action administrative et l'unité de vie des Français. Mais pour enrôler chacun d'eux dans cette réaction nationale devant la pénurie et les exactions, nous devions les diriger, nous substituer à leurs réflexes habituels, choisir pour eux, bref organiser l'intérim de la liberté. La persuasion eut été impuissante à faire supporter patiemment, avec décision et sans réticence un régime si contraire à nos moeurs. Le recours à l'appareil bureaucratique ne pouvait être évité" in *Le drame de Vichy*, tome 2 *Finances sous la contrainte*, Librairie Plon, Paris, 1951, p. 25 et 253-254.

²⁰⁶ Pétain, *op.cit.*, p. 521.

sortis de lui"²⁰⁷. Les technocrates d'X-Crise voulaient eux que "la masse prenne conscience de ses devoirs et que les élites, constamment renouvelées par l'apport d' individualités de tous les milieux, comprennent (...) l'obligation morale (...) qu'il y a pour elles à servir le bien public"²⁰⁸. Ce sens de l'Etat et de sa mission publique, très ancien mais également très nouveau puisque nourri par le rejet général dans la société française d'avant-guerre de la démocratie parlementaire accusée d'être l'expression d'intérêts privés, explique, pensons-nous, que la dictature vichyssoise fût aussi protectrice et légua aux démocraties d'après-guerre une importante oeuvre sociale²⁰⁹.

2. Le pétainisme, le personnalisme de François Perroux et la pensée communautaire

Nous voulons maintenant confronter le pétainisme à la pensée sociale de F. Perroux, telle que celle-ci s'exprime dans deux ouvrages respectivement publiés en 1938 et en 1942, *Capitalisme et communauté de travail*, et *Communauté*²¹⁰.

Né en 1903, aujourd'hui économiste de renommée internationale, F. Perroux a proposé dans les années trente que le développement économique français soit fondé sur la recherche d'une troisième voie entre le capitalisme libéral et le socialisme soviétique : l'économie de marché organisée et contrôlée par l'Etat. Collaborateur de la revue *Idées* créée en 1941 pour "aider la Révolution nationale à se réaliser dans les esprits aussi bien que dans les institutions"²¹¹, il a participé à la préparation de la Charte du Travail, pierre angulaire du projet pétainiste de collaboration des classes. Fondateur de l'Institut des Sciences Economiques Appliquées (I.S.E.A.) en 1944, il a été avant, pendant et après la guerre l'un des principaux inspirateurs des équipes de technocrates qui ont inventé la comptabilité et la planification nationales²¹². Pour autant son oeuvre ne se limite pas à celle d'un spécialiste en économie. Profondément influencé par le personnalisme chrétien d'Emmanuel Mounier, trouvant la matière de sa propre réflexion sociologique tant chez Le Play, Durkheim et Mauss que chez Tönnies et Weber, cherchant enfin dans les expériences politiques étrangères des éléments de comparaison sociale, F. Perroux se veut dans les deux ouvrages cités ci-dessus porteur d'une nouvelle organisation d'ensemble de la société française.

On voit ici tout l'intérêt que présentent, par rapport à notre questionnement général, l'oeuvre et l'action de F. Perroux. Symbole du mouvement technocratique qui s'épanouira dans l'après-guerre, il est aussi l'incarnation des liens que ce mouvement a entretenus avec le régime de Vichy et les idéaux pétainistes, ces liens mêmes sur lesquels l'interprétation dichotomique classique ne s'interroge jamais. En outre, parce que le propos de F. Perroux relève beaucoup plus de la théorie politico-sociale que de l'économie pure, il constitue, pensons-nous, un précieux objet de réflexion. Celle-ci devrait nous permettre de repérer les convergences et les divergences doctrinales susceptibles aussi bien d'expliquer la participation de la technocratie non-synarchique au régime de Vichy que d'éclairer la question complexe de l'émergence de la modernité démocratique d'après-guerre.

Qu'il soit ici bien entendu que nous sommes à mille lieues de vouloir dresser le procès de l'individu F. Perroux. Nous cherchons à examiner l'histoire factuelle à la lumière de l'histoire idéale et n'abordons la question de l'action des individus. et des groupes sociaux qu'après avoir, de manière aussi satisfaisante que possible, compris et restitué les courants d'idées qui les inspiraient. On verra d'ailleurs que les liens entre le pétainisme et la pensée

²⁰⁷ De Charnay G., *op. cit.*, p. 65 et 25.

²⁰⁸ X-Crise, *op. cit.*, p. 55. Rappelons qu'on trouve à X-Crise, mouvement créé en 1931, de très nombreux technocrates qui feront leurs carrières dans l'après-guerre.

²⁰⁹ Cf. *supra*.

²¹⁰ Perroux F. *Capitalisme et communauté de travail*, Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1938 ; *Communauté*, PUF, Paris, 1942.

²¹¹ *Idées*, n° 1, novembre 1941, p. 2, cité in Loubet del Bayle J., *op.cit.*, p. 411.

²¹² Cf. Fourquet F., *op. cit.*

de F. Perroux ne sont autres que ceux d'une philosophie et d'une doctrine sociale qui, aujourd'hui mal connues, ont bénéficié à partir des années trente d'un large écho dans l'opinion française et joué un rôle fondamental dans la formation de la société démocratique d'après-guerre : le personnalisme chrétien d'Emmanuel Mounier. Rappelons que ce dernier, fondateur de la revue *Esprit* a accordé, au travers de l'École des Cadres d'Uriage, son soutien à la Révolution nationale jusqu'en 1941, pour entrer ensuite dans les mouvements de résistance et devenir après la Libération le chef spirituel des chrétiens de gauche²¹³.

Une troisième voie entre la démocratie libérale et les totalitarismes

A la base du projet social de F. Perroux, on trouve une étude européenne des rapports entre l'Etat, la société civile et l'individu à la veille de la seconde guerre mondiale. Très proche des positions d'*Esprit*, celle-ci s'achève en un constat tragique : "Les voies où nous nous sommes engagés sont sans issue"²¹⁴.

En France, estime F. Perroux, la démocratie libérale a désormais prouvé sa nocivité. Au nom de l'individualisme, de la loi et du contrat, le dix-neuvième siècle s'est employé à détruire le tissu communautaire : "La famille, communauté fondamentale a été trahie par une organisation associationniste ou contractuelle ou par l'emprise d'une organisation sociétaire et étatique qui ne répondaient ni à sa nature, ni à son histoire. (...) La communauté professionnelle a été disloquée par des organisations associationnistes (syndicats de classe) et par une organisation sociétaire et étatique. (...) La nation elle-même, communauté de communautés a été largement victime d'une organisation sociétaire (l'Etat) qui procédait elle-même en partie d'organisations associationnistes (les partis)..."²¹⁵. Ruinant "le sentiment de l'Etat", transformant ce dernier en "une machine politique" au service de tel ou tel groupe d'intérêt, ces organisations ont "conduit d'un Etat révolutionnaire qui enfante les démocraties à un Etat libéral qui les enterre"²¹⁶. Se tournant vers les Etats nouveaux, soviétique, italien et allemand, sa critique n'est pas moins virulente. L'Etat prolétarien, écrit-il, élimine par l'intermédiaire d'un parti unique "tout ce qui est extérieur à la classe, (...) personnes, institutions, mentalités, qui incarnent la "fraction maudite" du groupe national"²¹⁷. Au lieu d'être au service de la société, il met celle-ci au sien et rejoint en cela les Etats fasciste et nazi qui construisent arbitrairement la nation en "un collectif homogène, une fraction d'humanité monolithique" où les individus atomisés, "condamnés à perpétuité à l'hostilité réciproque sont rapprochés de force en un tout" dont le principe divin est l'Etat²¹⁸. Enfants pervers de la démocratie libérale qui transposent les attributs de l'individu dans la classe et la nation, les Etats totalitaires, de

²¹³ L'École des Cadres d'Uriage, près de Grenoble, a été fondée en juillet 1940 par le capitaine Dunoyer de Segonzac. Au travers de multiples activités (conférences, cercles d'études, travaux manuels, sports, corvées) s'y formaient les cadres du régime vichyssois. A la fin de l'année 1942 l'école est dissoute et la plupart de ses membres s'engagent dans la Résistance. Interviewé par F. Fourquet, J. Ripert, membre du Commissariat Général au Plan à partir de 1948, répond : "J'avais entendu parler de Perroux ; j'avais lu quelques fascicules qu'il avait écrits avec Urvoy sur le mouvement communautaire. Il avait sur certaines questions une attitude ambiguë qui me déplaisait, mais tout était ambigu à cette époque. J'ai fait partie du groupe qui était très influencé par Uriage, avec Domenach et Delouvrier, et ce groupe lui aussi était ambigu avec son côté un peu "révolution nationale", *op. cit.*, p. 45.

²¹⁴ Perroux F., *Capitalisme et...*, *op. cit.*, p. 255. Il est difficile de ne pas rapprocher cette phrase de celle qui est en tête du Manifeste de Font-Romeu rédigé en octobre 1932 par la direction d'*Esprit* : "L'origine de notre accord est une commune impossibilité de vivre", cité in Winock M., *Histoire politique de la revue Esprit 1930-1950.*, Ed. du Seuil, Paris, 1975, p. 381.

²¹⁵ Perroux F., *Communauté*, *op. cit.*, p. 71.

²¹⁶ Perroux F., *Capitalisme et...*, *op. cit.*, p. 242.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 249.

²¹⁸ *Ibid.*, pp. 251-252.

gauche comme de droite, ont en commun de dépouiller "les individus de toutes les attaches avec les groupes intermédiaires", de "détruire l'autonomie" de ceux-ci, d'anéantir "jusqu'à l'idée même d'une représentation des particularités et des diversités légitimes" et de supprimer en fin de compte "les libertés les plus essentielles de la personne"²¹⁹.

Ainsi retrouve-t-on une fois encore la question centrale des corps intermédiaires. Ceux-ci vont être au coeur de la troisième voie prônée par F. Perroux : "Nous sentons que l'Etat libéral laisse une faille entre la société et lui, que l'Etat prolétarien et totalitaire sont armés par une absorption mécanique de la substance humaine qu'ils contiennent. Et nous rêvons d'une ces synthèses vitales dont notre époque a la nostalgie et par laquelle Etat et société se limiteraient réciproquement, trouveraient une formule d'équilibre stable dans laquelle se concilieraient les exigences de la loi et celle de la liberté"²²⁰. "La personne, écrit-il plus loin, se trouve naturellement située dans les groupes concrets issus de la vie : famille, profession, commune, nation. Ces groupes opèrent une intégration propre antérieure à la prise étatique et largement indépendante de celle-ci. La société se maintient et croît par l'effet de cohésions et de forces qui ne se réduisent pas aux cohésions et aux forces de l'Etat"²²¹.

La communauté et la personne

La conception perrucienne du corps intermédiaire rappelle étrangement celle de Pétain. D'ailleurs le même nom lui est donné, celui de communauté. Ne relevant ni de la contrainte l'équale de la société, ni de l'accord contractuel de l'association, la communauté de F. Perroux n'est pas une organisation mais "une catégorie primaire (...) naturelle, antérieure à toute détermination de l'agent humain"²²². Née des "relations nécessaires du sang, de l'effort, du lieu", elle constitue "un tout organique et spontané, oeuvre de l'histoire"²²³. Quelle qu'elle soit, famille, profession, ville, village, nation, elle s'appuie toujours sur un passé, est toujours dépositaire d'une tradition et transmet "des recettes de sagesse et de vie qui sont en chaque instant en deçà et au-delà de toute philosophie explicitée et de toute législation écrite"²²⁴. Zone de protection de l'individu, elle dégage ses propres normes, son propre "droit libre et spontané fait d'us et de coutumes" mais aussi "de sanctions spéciales parmi lesquelles l'une des plus redoutables est celle de l'opinion"²²⁵. De ce fait, elle croît non par décision d'autorité ou par contrat mais par "incorporation" : "Un étranger est admis à une communauté nationale par l'acte de naturalisation : il n'en devient membre que par une longue série d'actes qui témoignent qu'il participe effectivement aux travaux, aux risques, aux valeurs de la communauté où il a été accueilli"²²⁶. Ne reposant jamais ni sur des intérêts économiques seuls, ni sur une

²¹⁹ *Ibid.*, p. 249 et 252.

²²⁰ *Ibid.*, p. 236.

²²¹ *Ibid.*, p. 258.

²²² Perroux F., *Communauté, op. cit.*, p. 71.

²²³ *Ibid.*, p. 61 et 72.

²²⁴ *Ibid.*, p. 79.

²²⁵ *Ibid.*, p. 77.

²²⁶ *Ibid.*, p. 80. Ce thème de l'incorporation de l'étranger à la nation française, dont on sait pourtant *a posteriori* à quel point il a nourri et permis les crimes xénophobes, antisémites et racistes du régime vichyssois, n'en demeure pas moins toujours aussi vivace. Ainsi, dans une publicité récente parue dans *Le Monde* où le R.P.R. se propose, une fois revenu au pouvoir, de contrôler l'immigration, on peut lire : "Les Français veulent que la France reste une Nation. Ils veulent que ceux qui vivent sur notre sol aient certes des droits mais aussi des devoirs équivalents. Cela veut dire : contrôle aux frontières, expulsions des clandestins, des délinquants, droits sociaux réservés aux personnes en règle et aides familiales à vocation démographique aux seuls nationaux. Le droit de vote appartient exclusivement aux Français. L'acquisition de la nationalité française ne saurait résulter de mécanismes automatique, elle doit être demandée et acceptée" in *Le Monde*, 6-7 octobre 1985, p. 7.

idéologie, elle est une réalité humaine, un milieu de vie, un "vivre en commun" auquel l'homme est "rattaché par tout son être" et où la vie collective n'est pas "une somme de calculs individuels" mais représente "une oeuvre commune et des buts communs"²²⁷. Ainsi, lieu de l'adhésion vitale, de la "fusion des activités et des consciences"²²⁸ où l'homme fait l'apprentissage du don²²⁹, comprend l'avantage de "la joie au travail et de la paix sociale"²³⁰, la communauté est une leçon pour "la France intellectualiste, rationaliste et bavarde"²³¹ : "On ne saurait payer trop cher, estime F. Perroux, la conservation ou la restauration du tissu social formé par les communautés concrètes. L'ignorent les ministres qui invoquent l'équilibre budgétaire quand il s'agit de restaurer les familles, de former la jeunesse, de répandre l'hygiène et d'accroître le potentiel vital"²³².

Si elle ressemble comme une soeur au terroir, véhicule la critique pétainiste de la démocratie et du libéralisme et incarne les idéaux de la Révolution nationale, la communauté perrucienne ne saurait pourtant être purement et simplement identifiée à la communauté pétainiste. Pour comprendre ce paradoxe, il est nécessaire d'entrer ici dans de complexes mais essentielles distinctions au centre desquelles se trouve le personnalisme chrétien de F. Perroux.

Dans la conception pétainiste, on l'a vu, la communauté représente l'image naturelle du régime de Vichy. Elle est le lieu sacré du retour au Nous originel, le terroir ou la famille, où des liens vitaux et organiques composent un corps social. Au sein de ce corps, les valeurs spirituelles chrétiennes, telles que l'amour du prochain ou le sacrifice, renforcent la solidité et la permanence des liens organiques et nourrissent la libre acceptation par l'homme de la devise "Travail, Famille, Patrie" : le christianisme est fondamentalement conçu comme une religion de l'ordre, d'un ordre temporel institué sur les bases de la société naturelle. Le statut de l'homme dans la communauté tend encore à souder l'organisme social. Dépendant de la famille chrétienne comme l'est l'enfant, enraciné et religieux par nécessité comme l'est le paysan, l'homme figure l'une des cellules du corps, l'un des fragments de la substance sociale. Il est absorbé par la communauté et cette absorption constitue le moyen et la fin de la communauté mineure et de la communauté nationale.

Dans la communauté perrucienne, l'homme n'est pas un paysan mais une personne. Celle-ci, dont F. Perroux emprunte la conception à E. Mounier, constitue une unité concrète et vivante, réinscrite dans les liens organiques de la communauté, qui est en même temps autonomie et singularité, spiritualité et transcendance par rapport à ses liens et ses enracinements naturels et sociaux. "Il serait parfaitement vain, écrit F. Perroux, de vouloir saisir la personne hors des communautés concrètes (...) la personne n'est qu'en communauté"²³³ mais elle "n'est pas sans plus la synthèse d'un vouloir-vivre biologique et d'un ensemble d'habitudes sociales"²³⁴ ; "d'autre part, chaque personne humaine est autonome, c'est-à-dire ne s'épanouit que dans la liberté morale, sous sa responsabilité propre, acquiesce à des valeurs absolues" et représente "une synthèse libre et active à base de conscience psychologique et morale, une autocréation continue, une ligne de choix selon un absolu reconnu, aimé, vécu sans autre contrainte que celle de la conviction éprouvée et de l'appel entendu"²³⁵.

Dans la pensée personnaliste, ces deux pôles de l'être humain, son inscription dans la communauté et sa conscience individuelle et libre, sont inséparables et dépendants l'un de l'autre. L'autonomie et la singularité ne signifient jamais la solitude et l'isolement, la

²²⁷ Perroux F., *Communauté*, op. cit., p. 75 et 62.

²²⁸ *Ibid.*, p. 64.

²²⁹ *Ibid.*, p. 133.

²³⁰ *Ibid.*, p. 122.

²³¹ *Ibid.*, p. 79.

²³² *Ibid.*, pp. 122-123.

²³³ *Ibid.*, p. 161.

²³⁴ *Ibid.*, p. VI.

²³⁵ Perroux F., *Capitalisme et...*, op. cit., pp. 258-259.

spiritualité et la transcendance n'expriment jamais l'oubli et la perte de l'enracinement. Au contraire l'homme se constitue en tant que personne dans une éternelle dynamique, une tension infinie, qui lui est à la fois intérieure et extérieure, entre l'un et l'autre de ces deux pôles. Il s'autonomise et se singularise dans l'adhésion et l'intégration à la communauté, il se spiritualise et se transcende dans la présence et l'engagement dans la communauté. L'ensemble de cette dialectique s'incarne et prend vie dans la vocation de la personne, concept fondamental qu'extrait une fois encore F. Perroux de la philosophie d'E. Mounier non sans lui conférer un contenu plus mystique qu'elle n'en a chez ce dernier. La vocation, par quoi l'homme communie et se singularise en même temps, se personnalise en personnalisant la communauté et le monde, consiste en un mouvement jamais achevé où l'homme tente de réaliser la traduction terrestre et historique de l'idéal chrétien de l'amour du prochain et du royaume de Dieu en exprimant dans et par la communauté des valeurs transcendantes et universelles telles que la vérité, la justice, la liberté, l'amour, toutes surnommées la Valeur par F. Perroux : "La vocation ne s'adresse pas à l'homme-raison, mais à l'homme total chargé de tout son poids infrarationnel ; elle le saisit dans sa chair et dans son sang, avec ses instincts et ses mouvements organiques, ses impulsions sensibles et ses sollicitations sentimentales. Elle ne concerne pas l'homme monade mais l'homme en communauté, avec toutes ses attaches à des communautés concrètes d'où il procède sans les avoir choisies, dont le sort est toujours, sous quelque biais, son sort. (...) En ces communautés concrètes et par elles nous servons les valeurs ; en elles et par elles, nous nous accomplissons selon l'aspiration à la Valeur" et "ces communautés prennent elles-mêmes une personnalité en s'assignant un rôle : l'incarnation de modalités singulières de valeurs universelles et transcendantes. (...) Vocation la famille. Vocation la profession. Vocation la nation"²³⁶.

Extraordinaire condensé des grands débats d'idées qui agitèrent les années trente, l'être et l'oeuvre de la personne en exprimant le triple, refus du rationalisme et de l'individualisme abstraits, de la fermeture du chrétien sur son univers privé et de la société biologique et close sur elle-même, rendent la communauté perrouxienne à la fois très proche et très lointaine de la communauté pétainiste. D'abord, en affirmant à l'intérieur même du processus de renaissance de la communauté organique le principe chrétien de la conscience de l'individu et de sa transcendance spirituelle aux liens sociaux, le personnalisme de F. Perroux, tout en s'apparentant à l'organicisme pétainiste, en renverse complètement la logique. L'homme n'est plus absorbé par la communauté, ne représente plus la partie et le moyen du tout naturel que constituent la famille ou le terroir mais au contraire la solidité et l'existence même de la communauté dépendent de l'homme et de sa vocation d'être au monde un chrétien. La primauté de l'homme sur le groupe est énoncée : "Les collectivités naturelles dit E. Mounier, ne s'achèvent pas dans leurs lois propres, mais sont subordonnées à l'éclosion et à l'accomplissement des personnes"²³⁷. Ce qui est en question ici, c'est au fond la démocratie même. En effet, ce renversement ne concerne pas uniquement la communauté mineure mais engage une conception d'ensemble de la Cité. Tandis que le pétainisme, dans son rejet de la démocratie libérale, abandonne le principe démocratique de l'individu comme fondement et fin de la société humaine et proclame que "le droit des familles est antérieur et supérieur à celui de l'Etat comme à celui des individus"²³⁸, le personnaliste F. Perroux, en dépit du même rejet, continue lui de soutenir que "plus haut, dans l'ordre des valeurs que l'Etat, il y a la personne humaine et les valeurs absolues dont elle est seule porteur terrestre"²³⁹.

²³⁶ Perroux F., *Communauté, op. cit.*, p. 134, 88 et 164.

²³⁷ Mounier E., *Oeuvres*, Ed. du Seuil, Paris, 1961, tome I, p. 547.

²³⁸ Pétain P., *op. cit.*, p. 492.

²³⁹ Perroux F., *Capitalisme et...*, *op. cit.*, p. 258. C'est ce renversement religieux et ses conséquences politiques que précisément ne comprennent ni B. H. Lévy ni Z. Sternhell. Ceux-ci accumulent des textes d'E. Mounier et de la revue *Esprit* sur la communauté organique sans prendre la peine d'y regarder de plus près. Il est dès lors aisé de conclure qu'*Esprit* et son fondateur relevaient d'un fascisme à la française. Mais cela n'en reste pas moins faux et inutilement injurieux. Cf. Lévy B. H.,

Ces derniers mots nous amènent directement à une seconde ligne de partage, non moins cruciale. Dans le pétainisme, l'appel à la spiritualité, que celui-ci recouvre les valeurs chrétiennes, les aspirations des hommes ou la combinaison des deux, est immédiatement traduit en un ensemble de règles morales qui fixent les pensées et les conduites de l'homme dans le nouvel ordre communautaire. La quête de l'absolu s'identifie à la redécouverte d'un absolu dont la Révolution Française et l'ère démocratique et libérale ont un temps masqué l'éternelle présence : la terre, le paysan, la famille, la religion chrétienne et leur fusion parfaite dans la communauté. Le spirituel et le temporel se confondent dans la volonté d'édifier une société fondée sur les lois de la Nature. A l'inverse, le personnalisme chrétien établit par l'idée même de vocation, une distinction radicale, une barrière infranchissable entre l'un et l'autre qui est précisément la condition de l'oeuvre réelle de la personne. La communauté de pur amour est irréalisable²⁴⁰, "le Royaume de Dieu n'est pas et se sera jamais la cité terrestre"²⁴¹, disent E. Mounier et F. Perroux, ils sont "un mythe directeur qui doit orienter l'idéal communautaire du régime personnaliste"²⁴². L'absolu ni se réhabilite, ni se réalise, mais se cherche, s'affronte dans un effort infini pour imparfaitement l'incarner dans un monde où l'homme et la communauté, en devenant par leur union des personnes, se muent en d'insatiables créateurs d'Histoire : "La vie de la personne, écrit E. Mounier est essentiellement une *histoire*, et une histoire irréversible"²⁴³. "L'homme, reprend F. Perroux, se développe et développe l'histoire. Il ne lui est pas possible de se soustraire à la condition humaine. Il ne réalise pas la plénitude de ses virtualités, il ne joue pas l'intégralité de son rôle s'il se développe lui-même, sans plus ; il faut encore qu'il développe l'histoire. Or l'histoire est telle qu'il ne peut le faire par une participation active à la croissance et aux luttes des communautés concrètes. (...) Les communautés concrètes et temporelles ont à faire l'histoire"²⁴⁴.

Le chef et la vocation de la personne

Cette conception de la personne et de sa vocation explique, nous allons le voir, les différences entre les doctrines pétainiste et perrucienne de formation de l'ordre social. Au premier abord, celles-ci apparaissent pourtant très semblables.

Une fois l'individu réinséré dans la communauté, F. Perroux, comme Pétain, se trouve en effet confronté aux dangers des particularismes et des sécessions communautaires. Il lui faut articuler les communautés, les rassembler en une unité communautaire supérieure et souveraine, édifier la communauté de communautés, la nation : "La covivance pacifique et féconde de familles, de professions, de villages, de villes, de régions ne peut être ordonnée que du point de vue de l'ensemble. (...) La politique communautaire est une politique du tout et jamais une politique des parties. (...) Il n'est ni possible ni souhaitable qu'elle les absorbe ; mais elle ne sert jamais seulement l'une ou plusieurs d'entre elles ; elle les saisit et les modifie en tant qu'éléments constitutifs d'un tout. (...) En cette phase de l'histoire, ce tout est la communauté nationale"²⁴⁵. S'insurgeant contre l'Etat libéral qui n'a pas su appliquer cette règle de la prédominance du tout sur les parties, s'est servi "de la nation contre la classe" et de "la classe contre la nation"²⁴⁶ et a laissé libre champ à "la politique diviseuse"²⁴⁷ des partis et des groupements d'intérêts économiques particuliers,

L'idéologie française, Grasset, Paris, 1981 ; Sternhell Z., *Ni droite, ni gauche*, Ed. du Seuil, Paris, 1983 et surtout les deux articles parus dans *Le débat* en novembre 1984 et la *Revue française de sciences politiques* en décembre de la même année.

²⁴⁰ Mounier E., *op. cit.*, tome I, p. 530.

²⁴¹ Perroux F., *Capitalisme et...*, *op. cit.*, p. 314.

²⁴² Mounier E., *op. cit.*, tome I, p. 539.

²⁴³ *Ibid.*, p. 530.

²⁴⁴ Perroux F., *Communauté*, *op. cit.*, p. 88 et 175.

²⁴⁵ *Ibid.*, pp. 126-127.

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 127.

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 125.

F. Perroux propose de restaurer l'autorité et d'asseoir celle-ci sur le principe du chef : "Un Etat neuf postule une réinvention doctrinale et un rétablissement pratique de la fonction de chef"²⁴⁸.

Chez F. Perroux, comme dans l'oeuvre du maréchal ou le pacte synarchique, le chef incarne l'idéal d'un ordre intermédiaire entre les deux formules mensongères du "gouvernement de la loi et de l'administration des choses"²⁴⁹. La première, suggérant que le chef "ne commande pas mais "enforce" le commandement d'une règle générale issue de la souveraineté populaire", a flatté "l'illusion que nous pouvions vivre humainement et efficacement sans chefs"²⁵⁰ et a fait perdre aux Français leur "capacité de dévouement joyeux" et leur "volonté du service loyal"²⁵¹. La seconde, fondée sur la double absurdité qu'un gouvernement purement économique, sur les biens et non les hommes, était possible et moins attentatoire à la liberté personnelle, masque cette réalité incontournable que "celui qui arrête un plan de production et de consommation, à quelque échelle que ce soit, même à la plus modeste, au sein de la plus fédéraliste des communautés", est "un chef"²⁵². Ainsi, fascinés par l'idée et la puissance du pouvoir d'en haut et incapables de comprendre que celui-ci tend par son exercice même à menacer la personne, les tenants de l'une et l'autre de ces formules, écrit F. Perroux, ne s'aperçoivent même pas que "les sociétés dites démocratiques du XXème siècle, pas plus qu'aucune société historique ne sont sans chef"²⁵³ et que celui-ci peut redevenir le lieu et le moyen de l'autorité. Celle-ci, construite à l'intérieur de la société civile limite le pouvoir et évite le désordre social qui conduit toujours à "la ruine" des communautés et à "l'esclavage" des hommes²⁵⁴. "Reconnue comme une nécessité" et "posée comme un bienfait"²⁵⁵, elle est librement consentie et servie.

Le chef perrucien ressemble à s'y méprendre au chef pétainiste. A la différence du chef de la démocratie parlementaire, produit du système électoral, qui vit dans "la terreur du congé", hésite à se prononcer sur "l'intérêt général ou le bien commun" et peut se définir comme "celui qui sait faire aimer ou tolérer ses erreurs le temps nécessaire pour qu'on les oublie"²⁵⁶, il est un représentant responsable du groupe social qui lui a donné naissance et avec lequel il fait corps. Issu des élites, "réalités vivantes" et "autorités de fait"²⁵⁷, que dégage spontanément la communauté, sélectionné et contrôlé par les membres de celle-ci, partout présent dans la famille, l'entreprise, la profession et la communauté locale, il est toujours un chef "authentique" qui tire son aura de son enracinement dans le groupe : "il incarne quelques-unes de ses aspirations les plus profondes, mais en même temps il le transforme en lui imposant d'être ce que confusément il veut être, en facilitant sa définition, en le contraignant à prendre conscience de ce vers quoi sincèrement il s'oriente, en lui faisant sentir les tensions qu'il recèle, en "donnant le départ" des mouvements prêts à se déclencher"²⁵⁸. Enfin, organisateur à tous les niveaux de l'ordre et du bien commun, il possède les qualités, joue un rôle et dispose d'un pouvoir identiques à ceux de son homologue pétainiste : "L'essentiel de sa fonction (...) aux degrés mineurs consiste dans une hiérarchie et un aménagement de buts immédiats en vue d'objectifs généraux ; (...) au degré majeur, tient dans l'énoncé d'une décision concernant le bien commun de l'ensemble

²⁴⁸ Perroux F., *Capitalisme et...*, op. cit., p. 319.

²⁴⁹ Perroux F., *Communauté*, op. cit., p. 167.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 168.

²⁵¹ Perroux F., *Capitalisme et...*, op. cit., p. 319.

²⁵² Perroux F., *Communauté*, op. cit., p. 169.

²⁵³ Perroux F., *Capitalisme et...*, op. cit., p. 320.

²⁵⁴ Perroux F., *Communauté*, op. cit., p. 170.

²⁵⁵ *Ibid.*

²⁵⁶ Perroux F., *Capitalisme et...*, op. cit., p. 275.

²⁵⁷ Perroux F., *Communauté*, op. cit., p. 77.

²⁵⁸ Perroux F., *Capitalisme et...*, op. cit., p. 320.

du groupe ; (...) à tous les degrés implique un minimum d'action discrétionnaire²⁵⁹, le pouvoir de donner des ordres non discutés et une capacité d'innovation, d'invention dans le détail ou l'essentiel d'une situation concrète déterminée"²⁶⁰.

Toutefois, n'étant pas le produit de l'imaginaire ruralo-martial du pétainisme mais d'une vision personnaliste de l'homme et du monde, le chef perrucien se distingue du chef pétainiste au sens où il n'est pas la figure de l'autorité et le moyen de l'ordre communautaire uniquement parce qu'il représente la tête responsable et disciplinée d'un groupe naturel mais aussi et surtout parce qu'il constitue le médiateur de la vocation de la personne et de la communauté. Ceci réclame quelques explications. A un premier niveau, en relation avec chaque être humain pris individuellement, il est l'intermédiaire par lequel se réalise l'incarnation dans la communauté des valeurs universelles et transcendantes dont est porteur l'homme et, partant, détermine l'accomplissement et la liberté de la personne en tant que telle : "Les chefs sont indispensables non seulement à notre efficacité matérielle, mais surtout à la réalisation de nos vocations. (...) Il n'est pas de vocation à laquelle nous puissions correspondre sans la médiation de chefs. Le chef est le coopérateur indispensable de notre liberté"²⁶¹. A un second niveau, fruit logique du premier, le chef perrucien se trouve en liaison avec la communauté dans son ensemble et, embrassant les relations que celle-ci entretient avec d'autres, exprime "grâce à son sens propre des valeurs et de la Valeur" le possible et l'impossible, "les valeurs vivantes et les valeurs vivables" et "règle les conditions et les moyens de leur meilleure incarnation" dans sa propre communauté²⁶². Enfin, à un troisième et dernier niveau, il élabore "des combinaisons et des plans" et, brisant "les résistances du présent et du passé", ouvre à l'Histoire la communauté, "crée l'avenir de la vocation" du groupe et des personnes qui en sont membres²⁶³.

On pourrait être tenté de voir en cette construction intellectuelle, étrange amalgame du personnalisme et du mysticisme organisateur de F. Perroux, l'élaboration d'un mode de domination des hommes à la fois plus fin et plus radical que celui conçu par Pétain. Non content, comme le chef pétainiste, de bénéficier d'un pouvoir discrétionnaire, le chef perrucien s'annexerait la maîtrise des consciences individuelles, celle-ci venant de manière diffuse et subtile conforter et accroître celui-là. Cette analyse a pour défaut principal de vouloir mesurer à l'aune de la pratique un discours d'essence symbolique et religieuse. Aussi est-ce une toute autre interprétation qui nous paraît devoir s'imposer ici, et ce quelles que soient les formes réelles de coercition que ce discours a pu nourrir.

La conception pétainiste de l'autorité nie l'existence de l'homme en tant qu'individualité et spiritualité transcendante. Si celui-ci est appelé à se sacrifier, c'est toujours pour mieux se fondre dans l'ordre réel. Son enracinement et son absorption matériels et spirituels dans la communauté en font le simple support objectif d'un chef qui se dissout à son tour dans la chaîne de commandement hiérarchique des chefs. Le principe de l'autorité est immanent à l'organicisme des liens sociaux et l'autorité s'identifie à la capacité d'exercer le pouvoir au travers d'un corps hiérarchisé sur le modèle militaire. L'homme est ravalé au rang d'instrument de l'édification de l'ordre social temporel et l'État devient le centre détenteur de l'autorité et du pouvoir matériels et spirituels confondus. C'est cette logique et cette confusion qu'incarne Pétain, chef et père des Français, et qu'il énonce en proclamant en même temps que l'autorité procède du "principe immuable" qu'est "le groupe naturel" et qu'elle est celle qu'il "confie ou délègue"²⁶⁴.

Chez F. Perroux, c'est le chef qui constitue en tant que médiateur de la vocation "le

²⁵⁹ F. Perroux précise dans une note en bas de page : "quel que soit le luxe des garanties et des contrôles".

²⁶⁰ *Ibid.*, pp. 320-321.

²⁶¹ Perroux F., *Communauté*, *op. cit.*, p. 169 et 166.

²⁶² *Ibid.*, p. 167.

²⁶³ *Ibid.*

²⁶⁴ Pétain P., *op. cit.*, p. 520 et 528.

fondement de l'autorité²⁶⁵. Enraciné mais pas absorbé par la communauté, l'homme existe. La triple idée de sa spiritualité singulière, de sa transcendance et de l'incarnation historique de celle-ci imprègne et forme la figure du chef, lui-même personne en vocation. Symboliquement distincte du pouvoir, et non pas comme dans le pétainisme par le seul fait qu'elle se construit au sein de la société civile, l'autorité est un principe spirituel qui gouverne l'homme, élite, chef ou individu, tous égaux devant Dieu mais inégaux dans l'expression terrestre des valeurs, et lui demande d'accepter et d'exercer la contrainte pour réaliser au travers de l'ordre social temporel les valeurs universelles et transcendantes à ce dernier. A nouveau, le renversement s'opère. L'Etat, loin d'être le centre qui dicte l'ordre du sens, des hommes et des choses, représente le lieu où l'homme, se réconciliant symboliquement et réellement avec lui-même et le monde, manifeste sa transcendance et déploie l'oeuvre historique de la personne : "Le "sentiment de l'Etat" dans ce monde de représentations et de pensées est l'adhésion de la personne à des valeurs absolues auxquelles elle a vocation et l'acquiescement à une forme nécessaire à leur réalisation. (...) Une force ordonnatrice supérieure impose des contraintes qui, finalement, et malgré toutes les imperfections de détail, élargit la zone d'efficacité et accroît la réalité historique des valeurs morales superhistoriques. (...) Admettre avec toutes ses conséquences une vue personaliste du monde, ce n'est pas seulement dresser, armer la personne contre l'Etat ; c'est aussi trouver ses coordonnées dans l'Etat. (...) L'Etat est une forme de notre destinée de personnes"²⁶⁶.

L'Etat et la recherche de la communauté politique

Si ce lien spirituel et religieux, absent dans le pétainisme, métamorphose l'Etat en un porteur historique d'absolu dont le chrétien personaliste demeure toujours la source inépuisable, s'il fait de l'Etat "plus qu'une nécessité immanente dans l'organisation des sociétés humaines"²⁶⁷ et le met, au travers même de cette nécessité, "au service des valeurs universelles qui sont sa dernière raison d'être comme l'ultime raison d'exister"²⁶⁸ de la personne, l'Etat nouveau que veut bâtir F. Perroux n'en est pas moins, à première vue, très proche de celui du maréchal.

Rejoignant en cela les projets pétainistes, F. Perroux propose d'abord de réformer l'Etat lui-même : il est impérieux, dit-il, d'assurer "la reconstitution de l'exécutif, forme essentielle du pouvoir" qui est "en langage juridique un des aspects majeurs de la nécessité permanente et de l'adaptation historique de la fonction de chef"²⁶⁹ ; il est indispensable, poursuit-il, de promouvoir "la renaissance de la fonction publique" grâce à un statut particulier qui investisse le fonctionnaire "d'une dignité spéciale dans l'Etat", le dote de moyens d'actions mais lui interdise aussi le droit de grève et "l'oblige à se plier à la loi du service qui est celle de la continuité"²⁷⁰ ; il faut, déclare-t-il enfin, réorganiser l'administration sur la base de la distinction du collaborateur et du chef afin que ce dernier, voyant sa tâche allégée, puisse véritablement exercer "sa double activité de décision et d'innovation"²⁷¹. Retrouvant ainsi stabilité, "vigueur et liberté d'action"²⁷², l'Etat perrucien peut alors, comme dans le schéma pétainiste, s'employer à transformer la société civile. Dans le domaine politique, rompant avec cette "contrefaçon de la démocratie"²⁷³ que constituent le parlementarisme et l'identification de la nation au seul

²⁶⁵ Perroux F., *Communauté*, op. cit., p. 167.

²⁶⁶ Perroux F., *Capitalisme et...*, op. cit., pp. 261-263.

²⁶⁷ *Ibid.*, p. 263.

²⁶⁸ *Ibid.*, p. 264.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 321.

²⁷⁰ *Ibid.*, pp. 322-323.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 322.

²⁷² *Ibid.*, p. 276.

²⁷³ *Ibid.*, p. 318.

corps électoral, luttant contre cette "souveraineté de fait du nombre organisé"²⁷⁴ qu'incarnent les partis, il étête (...) les "pointes" individuelles ou celles des groupes"²⁷⁵, institue une représentation des "groupes concrets, stables et vivants"²⁷⁶ qui composent la société et donne naissance à une nouvelle conception de la décision publique : "Une décision politique n'est pas une moyenne d'intérêts mais une option concernant le bien commun, un arbitrage et une subordination d'intérêts" au "bien commun de la nation"²⁷⁷. Dans le domaine économique, s'opposant à "la souveraineté de fait de l'argent"²⁷⁸ et récupérant sur "les groupes économiques et les congrégations financières les pouvoirs qu'il a laissé usurper"²⁷⁹, il "neutralise les intérêts, particuliers et leurs abus"²⁸⁰ et contrôlant l'économie de marché désormais moralisée et organisée par la collaboration des classes, assure le dépassement du capitalisme libéral sans verser dans les erreurs du collectivisme planifié et des corporatismes étatistes, fasciste ou nazi. Dans l'administration du territoire enfin, ayant lui-même pris conscience et "fait prendre conscience à tous de son caractère éminent à l'égard de l'administration", il "déconcentre les fonctions", développe à tous les échelons les responsabilités et les initiatives et multiplie par "la décentralisation" les liens entre l'Etat et la société civile : "De nombreuses tâches présentement confiées à l'Etat seront assurées aussi correctement, avec autant d'efficacité et à moindres frais dans le cadre de la région, dotée d'une existence et de moyens d'action effectifs (...). Ces organes comme les rouages administratifs proprement dits sont en situation d'assurer la régularité et la continuité des échanges entre Etat et société civile, qui assurent leur intégration réciproque"²⁸¹.

En bref, émerge dans la pensée perrucienne comme dans la pensée pétainiste l'idéal de l'Etat de troisième voie. Fondé sur le refus de l'abstraction démocratique du peuple de citoyens et de la nature oppressive du peuple totalitaire, à égale distance de l'impuissance de l'Etat libéral et de la domination de l'Etat soviétique, italien ou allemand, il est à la fois un Etat fort qui "concentre les pouvoirs"²⁸² et un Etat "socialisé"²⁸³ qui se veut le représentant authentique de l'intégralité du tissu communautaire de la nation. "Etat vigoureux et gonflé de sève"²⁸⁴, il s'identifie autant à une "contrainte au service d'une communion"²⁸⁵ qu'à un "ordre des autonomies"²⁸⁶ parce qu'il est censé être "la résultante des sociétés concrètes de personnes humaines qui vivent en lui"²⁸⁷.

Cet idéal d'un Etat de troisième voie entre la démocratie libérale et les totalitarismes masque cependant des oppositions fondamentales entre les Etats perrucien et pétainiste.

Il faut ici se tourner d'abord vers la conception de l'autonomie de la société civile sur laquelle s'édifie l'Etat. Dans le pétainisme où l'homme représente une cellule du corps communautaire, l'autonomie est le propre de la famille, de la commune, de la région. Elle n'existe qu'en tant que propriété de la communauté. Elle est un fait exclusivement social et jamais un attribut de l'individu. Dans cette logique, fonder l'Etat sur l'autonomie de la société civile ne signifie ni plus ni moins qu'organiser cette dernière en un ensemble ordonné de groupes sociaux intermédiaires qui, par incorporations variées et successives de l'individu, concentrent en l'Etat toute la puissance sociale et lui confère une domination

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 275.

²⁷⁵ *Ibid.*, p. 265.

²⁷⁶ *Ibid.*, p. 268.

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 268 et 319.

²⁷⁸ *Ibid.*, p. 275.

²⁷⁹ *Ibid.*, p. 324.

²⁸⁰ *Ibid.*, p. 265.

²⁸¹ *Ibid.*, p. 322.

²⁸² *Ibid.*

²⁸³ *Ibid.*, p. 271.

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 279.

²⁸⁵ *Ibid.*, p. 263.

²⁸⁶ *Ibid.*, p. 265.

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 261.

complète sur l'homme. Au contraire, pour F. Perroux qui donne primauté à la personne sur le groupe, l'autonomie est inhérente à l'individu. Représentant "un des acquets de la civilisation et de la philosophie universelles"²⁸⁸, elle manifeste l'essence même de la personne, la liberté et l'amour, qualités que celle-ci tient de sa nature humaine et de sa conscience chrétienne et qui supposent, en tant qu'être en société, un engagement et un ordre communautaires. Le fait de construire l'Etat sur l'autonomie de la société civile prend dès lors un tout autre sens. Il exprime l'espoir de créer un Etat qui procède des liens communautaires, non seulement sociaux mais aussi politiques, que nouent les hommes entre eux : "L'Etat est la résultante d'échanges entre les personnes en société et un système d'organisation politique sous la domination d'un personnel de gouvernants. Echanges donc de personnes à personnes et d'institutions à personnes qui constituent l'activité politique (...). Puis tout groupement politique est, en tout cas, le théâtre de communions des membres du groupe entre eux. L'Etat, sous sa forme d'Etat national, est une organisation qui achève la réalisation de la société et rend possible une communauté, c'est-à-dire une communion, une fusion sans confusion de personnes..."²⁸⁹

La comparaison de la formation et de l'exercice de la souveraineté nationale dans les régimes perrucien et pétainiste apporte l'éclatante confirmation de cette attention portée à l'homme en tant qu'*être politique*. Chez Pétain, on l'a vu, la souveraineté nationale se forme au travers de la hiérarchie des chefs chargés d'inscrire l'ordre et le bien commun des communautés dans l'ordre et le bien commun de la nation. Tout droit politique est retiré à l'individu, la séparation des pouvoirs législatif et exécutif est abolie et si le principe de la souveraineté réside toujours dans la nation, l'Etat s'en accapare l'exercice. Dans le projet perrucien, les choses sont plus complexes. D'un côté, les chefs communautaires jouent un rôle similaire à celui de leurs homologues pétainistes. De l'autre, F. Perroux n'abandonne pas les principes et les règles de la souveraineté démocratique. S'il fustige le parlementarisme de la Troisième République fondé sur la conception monadique du citoyen qui conduit à la fiction du peuple, il ne rompt pas avec le suffrage universel et l'idée de l'homme dépositaire, en tant que citoyen, d'une fraction de la souveraineté nationale et ne supprime pas la délégation partielle de celle-ci à des représentants parlementaires. S'inscrivant dans la tradition de 1789 mais cherchant à proclamer "les droits du groupe (...), forme modernisée et enrichie de la déclaration des droits de l'homme"²⁹⁰, il se propose de réformer la démocratie libérale en organisant une représentation parlementaire des groupes sociaux au sein desquels l'homme est situé : "Dans le Parlement renouvelé se trouveraient, à côté des représentants du suffrage individuel et des partis, défenseurs des différences irréductibles de conceptions politiques, des représentants des groupes sociaux qui ont autant d'importance, de vitalité, de fécondité que les partis et en moyenne, plus de stabilité qu'eux : corps économiques, corps scientifiques, corps désintéressés, familles"²⁹¹.

La nébuleuse technocratique et le nationalisme français

De même que notre précédente exégèse a permis d'expliquer pourquoi un groupe mystérieux et limité de technocrates, les synarchistes, s'était totalement engagé dans l'expérience vichyssoise et avait occupé de très hautes fonctions au sein de l'Etat français, nous pensons qu'il est possible à la lumière des conceptions de F. Perroux de comprendre

²⁸⁸ *Ibid.*, p. 258.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 264 et 266.

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 267.

²⁹¹ *Ibid.*, p. 271. Les corps scientifiques sont l'enseignement public et privé, les sociétés et instituts de recherche et de vulgarisation, les académies et sociétés savantes. Les corps désintéressés sont les associations confessionnelles et anticonfessionnelles, les oeuvres d'éducation sociale, les associations de bienfaisance et d'assistance, les associations d'anciens combattants. Cette nouvelle représentation, élue au suffrage universel, individuel et direct, formerait une Chambre à compétence générale substituée au Sénat.

l'itinéraire complexe de ces autres technocrates, moins secrets et plus nombreux, qui ont participé au régime de Vichy, puis soutenu ou même rejoint la Résistance et poursuivi leurs carrières dans l'après-guerre.

"Pour ceux de notre génération, écrivait F. Perroux un an avant le deuxième conflit mondial, il n'y a de révolution que nationale" et si "la jeunesse française sent et sait qu'elle appartient profondément à une tradition et à un sol", elle "éprouve d'autre part la justesse et la vérité, (...) la beauté et la grandeur d'un idéal universaliste qu'elle puise dans la tradition catholique et dans la tradition révolutionnaire qui l'ont formée"²⁹². Il faut ici, croyons-nous, accorder un entier crédit à l'affirmation de F. Perroux et le tenir pour un remarquable témoin de son époque, un représentant fidèle de l'esprit de cette myriade de groupes de réflexion et d'action qui fleurirent dans l'entre-deux guerres et au sein desquels s'est formé l'essentiel du mouvement technocratique²⁹³. Venus des horizons les plus divers, du patronat, du syndicalisme, des partis politiques, des milieux scientifiques, de l'économie ou de la philosophie, ces hommes, le plus souvent jeunes, se voulaient en marge des visions du monde dominantes, condamnaient les extrémismes communiste, fasciste ou nazi et se pensaient dans l'au-delà du marxisme orthodoxe et du libéralisme démocratique. Antiutilitaristes, anticapitalistes, antiparlementaristes, ils refusaient les violences tapies dans la logique du marché libéral et les institutions partisans de la Troisième République, stigmatisaient l'esprit de revendication comme l'appât du gain, vilipendaient aussi bien le messianisme prolétarien que le patron de droit divin ou le bourgeois petit, étroit et égoïste. Face aux innombrables désunions qui envahissaient la vieille Europe et préparaient une nouvelle génération à la guerre, ils éprouvaient "l'appel de la Communauté" qu'avait prophétisée F. Tönnies, cette "aspiration morale et sociale fondamentale, dira F. Perroux, présente dans les tréfonds de la psychologie la plus rudimentaire de chaque homme qui a la terreur de la solitude et la nostalgie de la communion. Communauté, et non pas seulement *société*"²⁹⁴. Au travers des groupes, des associations, des mouvements créés pour apaiser leurs inquiétudes et recomposer des liens sociaux disloqués²⁹⁵, ils cherchaient, parce que les idées et les faits étaient pour eux inséparables, à impulser une révolution à la fois spirituelle et réaliste, sacrée et concrète, à égale distance d'un idéalisme spéculatif de salonards et d'un matérialisme scientifique générateur de barbarie. Pensée au pays des Lumières, de Jean-Jacques Rousseau et de 1789, cette révolution était le produit d'un retour aux sources, d'une remise en question de l'imaginaire individualiste de l'Occident moderne, de l'homme de la Raison, de l'*homo economicus* du libéralisme, du citoyen du contrat social comme de l'individualisme chrétien. En réenracinant l'individu et en l'engageant à se donner à autrui en chacun des lieux, à chacun des moments de l'activité sociale, cette révolution devait, espéraient-ils, éliminer la tyrannie des choses sur l'homme, mettre l'économie, la science et la technique à son service, rajeunir et rénover l'idéal de la nation française en assurant dans la vie communautaire quotidienne l'émergence d'un nouvel Etat, social et énergétique, vivant et efficace, aussi éloigné de l'Etat pesant et impuissant du laissez-passer laissez-faire que de l'Etat divin des totalitarismes.

Aussi, profondément éprouvés par la défaite de 1940, y lisant l'inévitable sanction des imprudences et des vanités de l'homme occidental, ils allèrent à Uriage, l'école-nouveau style, le centre bucolique, philosophique et pragmatique de formation des cadres pétainistes. Si leurs conceptions politiques et religieuses n'étaient pas identiques à celles de Pétain, si leur critique radicale du nazisme et leur christianisme personnaliste les

²⁹² *Ibid.*, p. 283 et 287.

²⁹³ Il s'agit notamment d'X-Crise, Esprit, Troisième force, Ordre nouveau, Plans, Jeunes, Révolution constructive, Nouveaux Cahiers, l'Etat moderne, l'Homme réel, etc. Cf. pour plus de détails Bauchard P., *op. cit.* ; Brun G., *op. cit.* ; Kuisel R. F., *op. cit.* ; Loubet del Bayle J. L., *op. cit.*

²⁹⁴ Perroux F., *Capitalisme et...*, *op. cit.*, pp. 308-309.

²⁹⁵ On lira sur ces problèmes les remarquables études faites à l'époque par le Collège de Sociologie créé par G. Bataille, R. Caillois et M. Leiris in Hollier D., *Le Collège de Sociologie*, Collection Idées, Gallimard, Paris, 1979.

différençaient des émules du maréchal, ils virent avant tout en Uriage un endroit privilégié où répondre à leur impérieux besoin d'engagement, un "ilôt réel de santé et de liberté"²⁹⁶ où ils pourraient exprimer et incarner la nouvelle mission de la France au vingtième siècle : reconstruire par la fraternité l'Etat-nation. C'est-à-dire un lieu où payer le prix de la décadence, où travailler par le sport et la culture nationale à la rédemption virile des esprits et des corps, où réhabiliter l'esprit communautaire du christianisme et rendre à l'homme le sens de l'équipe, de l'élite et du service social, où lui réapprendre le désir et la capacité de la communion des vivants dans une patrie renouvelée. Mais leur Révolution nationale n'était pourtant pas celle de Pétain. Chrétiens, ils ne concevaient pas seulement le christianisme comme une religion de la communauté, du travail et de l'ordre librement acceptés mais plus encore comme l'affirmation des idéaux de justice, de vérité et d'amour inscrits dans la conscience et la responsabilité de l'homme. Sans Dieu, ils demeureraient à tout le moins irréductiblement attachés à l'idéal démocratique de 1789. Chrétiens personnalistes comme F. Perroux, ils cherchaient, nous l'avons vu, à combiner ces deux exigences, à dépasser en même temps l'individualisme abstrait et les déterminismes du sang et du sol en engageant une seconde "Révolution française"²⁹⁷ qui associe, dans une histoire nationale indéfiniment en chantier, les particularismes communautaires, les droits de l'homme et l'universalisme chrétien²⁹⁸. Aussi lorsqu'en décembre 1942, un mois après l'entrée des Allemands en zone libre, c'est-à-dire ce moment fatidique où s'achevait la conquête du sol français par l'armée de celui qui s'était promis de revenir à l'Antéchrist²⁹⁹ et d'accomplir au nom de la race ce que la France avait depuis un siècle et demi réalisé au nom de la nation³⁰⁰, ils entrèrent avec la même foi, avec le même sentiment patriotique en Résistance. Ils y rejoignirent des hommes qui pour avoir échappé à leurs hésitations, appartenaient souvent aux mêmes groupes d'avant-guerre et possédaient sur la rénovation de l'idéal de la nation, le renforcement de l'Etat et de l'administration, la promotion des élites, la moralisation du marché par la planification, les droits sociaux et les libertés politiques des idées très semblables aux leurs³⁰¹. Ainsi se forma l'immense et hétéroclite vivier au sein duquel la Quatrième et la Cinquième Républiques allaient puiser un très grand nombre de leurs cadres. Il rassemblait des hommes d'extractions sociales, d'opinions politiques, de confessions religieuses multiples qui avaient diversement traversé la guerre. Certains, des synarchistes sans renom ou des techniciens de l'économie et de la statistique venaient des organismes vichyssois ; d'autres avaient participé à la

²⁹⁶ Mounier E., *Mounier et sa génération - Lettres, carnets et inédits*, Ed. du Seuil, Paris, 1956, p. 286.

²⁹⁷ Dans *Capitalisme et...* *op. cit.*, p. 282, F. Perroux écrit : "pour vivre, il faudra bien faire une révolution française et n'avoir peur d'aucune des réalités que désignent le mot et l'épithète".

²⁹⁸ C'est cette complexité des idéaux en jeu à Uriage que passent totalement sous silence les travaux de B. H. Lévy et Z. Sterbhell. Il faut y voir, pensons-nous, les conséquences de leur cécité, évoquée plus haut, sur la conception de la communauté.

²⁹⁹ Cf. Rauschnig H., *op. cit.*, pp. 89-101. En s'appuyant sur le paganisme des campagnes, Hitler comptait substituer "à la doctrine chrétienne du primat de la conscience individuelle et de la responsabilité personnelle, (...) la doctrine libératrice de la nullité de l'individu et de sa survivance dans l'immortalité visible de la nation. Je supprime, disait-il, le dogme du rachat des hommes par la souffrance et la mort d'un Sauveur divin et propose un dogme nouveau de la substitution des mérites : le rachat des individus par la vie et l'action du nouveau législateur-Fürher, qui vient soulager les masses du fardeau de la liberté." (p. 302.).

³⁰⁰ *Ibid.*, p. 311. "En partant, expliquait Hitler, du principe de la nation, la France a conduit sa grande révolution au-delà de ses frontières. Avec la notion de race, le national-socialisme conduira sa révolution jusqu'à l'établissement d'un ordre nouveau dans le monde".

³⁰¹ Sur les projets de la Résistance cf. notamment Kuisel R. F., *op. cit.*, chapitre 6. Sur le courant gaulliste, dont les convergences doctrinales avec la pensée maurrassienne sont bien connues, on pourra lire en plus des oeuvres du Général le livre de M. Debré *La mort de l'Etat républicain* paru en 1947. Celui-ci écrit : "La Grèce a été vaincue et les Grecs réduits en esclavage ; les choses et les hommes de Grèce ont été un amusement comme pourraient l'être demain les choses et les hommes de France si nous cessons d'être un pays mâle ! Voulons-nous vraiment de notre liberté d'homme ? Mettons dans la paix un peu de l'odeur de notre terroir, un peu de la couleur de notre idéal. Or notre seule chance d'y réussir, c'est d'avoir un Etat vivant". Gallimard, Paris, 1947, p. 234.

Révolution nationale pétainiste par l'Ecole d'Uriage, les Compagnons de France ou les Chantiers de Jeunesse ; d'autres enfin s'étaient engagés à Londres, à Alger ou par le maquis dans la Résistance contre Vichy et les Allemands. Un même idéal les unissait et gommait, au moins temporairement, toutes leurs différences : celui de la France, la nation par excellence.

Les fondements politiques et religieux de la modernité d'après-guerre

On sait depuis Tocqueville les liens étroits qui unissent la doctrine chrétienne et la politique démocratique et tout ce que la Révolution française, en dépit de son esprit irreligieux, doit au christianisme. Révolution politique qui a procédé à la manière et pris elle-même l'aspect d'une révolution religieuse, la Révolution française a conçu le citoyen de façon abstraite comme le christianisme avait considéré l'homme en lui-même, a investi l'univers politique et social des valeurs chrétiennes et est "devenue elle-même une sorte de religion nouvelle, religion imparfaite, il est vrai, sans Dieu, sans culte et sans autre vie..."³⁰². Ce qui s'est passé, pensons-nous, entre 1930 et 1950, dans cette histoire infiniment riche, complexe et contradictoire où s'est modelée au travers des convergences et des divergences entre pensée pétainiste et pensée technicienne la modernité démocratique et technocratique d'après-guerre, est à la fois le contraire et l'équivalent de la Révolution que décrit Tocqueville. Démontrant par là même qu'existaient toujours au milieu du vingtième siècle une France des particularismes territoriaux et une France de l'universalisme de la Raison, ces années ont d'abord été le cadre d'une anti-Révolution française qui a cherché à réintégrer l'individu au sein des corps et des hiérarchies intermédiaires, à reconstituer la nation comme un tout organique et à promouvoir un retour du religieux, de Dieu, du culte et de l'autre vie que la fin du droit divin semblait avoir définitivement aboli. De cet effort antirévolutionnaire dont la doctrine pétainiste a constitué le paroxysme, il aura fallu quatre années durant payer le prix : la suppression des libertés politiques, l'inégalité hiérarchique érigée en principe, l'ordre xénophobe, militaire et policier en lieu et place des invocations à la fraternité. Mais en fait, on n'a jamais vraiment quitté le sillage de la Révolution française, comme le montre d'ailleurs le retour aux principes fondamentaux de la démocratie dont d'importantes fractions de la technocratie se voulaient porteuses. Se plaçant toujours, y compris même dans leurs refus, par rapport à l'héritage révolutionnaire, pétainistes et technocrates ont voulu redéfinir la citoyenneté, fonder une nouvelle Cité et rénover au nom de la fraternité inscrite au fronton de la République l'idéal de la nation française. En même temps s'est développée la volonté de renouveler le sens social des valeurs religieuses, de reséculariser les universaux du christianisme et de reconstruire un ordre politique et social nourri et entretenu par la foi chrétienne. En bref ce qui, croyons-nous, est au coeur de la constitution de la modernité d'après-guerre, c'est une révolution politique et religieuse.

Révolution politique d'abord. Il faut se défaire d'une vision purement économique du phénomène technocratique qui alimente l'image courante du complot ourdi contre l'ensemble de la société par des technocrates administrateurs des choses et ignorants des problèmes humains que leurs décisions engagent. Quel que soit aujourd'hui le pouvoir réel de la technocratie, la modernité démocratique et technocratique est née de la jonction à partir des années trente de deux questions, l'une immémoriale du comment vivre ensemble en société, l'autre historique du dépassement d'un rapport social réduit à la concurrence économique sur le marché libéral. Cherchant à réinsérer les procès économiques dans les procès sociaux et à redéfinir la nature et les conditions du lien social, pétainistes et technocrates ont ainsi été conduits à concevoir et à bâtir une Cité nouvelle, régime médian entre le gouvernement de la loi et l'administration des choses fondé sur la triade Etat-corps intermédiaire-individu. Si nous avons déjà montré³⁰³

³⁰² Tocqueville A. de., *L'Ancien Régime et la Révolution*, Club français du livre, Paris, 1964, p. 25.

³⁰³ Cf. n° 15 du Bulletin du MAUSS.

comment cette architecture, en multipliant les relais sociaux, les chaînons humains entre le Haut et le Bas, a pu assurer l'émergence sous Vichy du point de vue et de l'action technocratiques, il faut à notre avis y voir plus largement encore l'imaginaire sur la base duquel s'est constituée sous une forme respectueuse des libertés syndicales et politiques la modernité d'après-guerre : un centre suffisamment puissant pour administrer, contrôler et se renforcer en décentralisant, appuyé sur l'ambition d'élites supposées représentatives d'individus rassemblés en groupes sociaux, et dont l'assise dernière est l'homme concret, situé, nourri du sens de la responsabilité sociale, conscient de l'égalité entre ses droits et ses devoirs, convaincu que son indépendance à l'égard de la société nécessite une fusion toujours plus intime entre ses destins privé et public. En d'autres termes, refabriquer du corps, du tissu social pour mieux continuer la réalisation de la prophétie tocquevillienne de l'Etat tutélaire et centralisateur et des individus libres et égaux.

De ce point de vue, il est frappant de constater à quel point le premier plan, ce symbole de la modernité d'après-guerre, n'est autre que la formulation économique et démocratique de cette architecture et des idéaux sur lesquels celle-ci est fondée. Relevant d'une conception de troisième voie entre le modèle soviétique et le marché libéral, le premier plan, souple et incitatif, regroupe les agents économiques³⁰⁴ en sous-secteurs et secteurs de production et assure leur représentation par des élites professionnelles, des délégués syndicaux et des personnalités compétentes réunis en sous-commissions et commissions où siègent aussi des représentants qualifiés de l'administration. Au nom de la concertation, expression libre et laïcisée de la doctrine du bien commun, ceux-ci sont censés contrôler les intérêts en présence, dégager l'intérêt général et choisir la politique économique conformes à une croissance harmonieuse du sous-secteur et du secteur. On retrouve ce même processus à un niveau supérieur. A partir des travaux des commissions sont élaborées des propositions soumises au Commissariat Général du Plan (CGP) qui établit la synthèse et décide des choix de politique économique généraux supposés traduire cette fois l'intérêt général de la nation. Si ce cheminement peut certes permettre de décrire l'élaboration du premier plan comme étant le fruit d'une "oeuvre collective" à laquelle ont participé toutes "les forces vives de la Nation"³⁰⁵, il confie en même temps au CGP, c'est-à-dire à une équipe restreinte de technocrates douée d'une autonomie considérable par rapport au Parlement, le soin de diriger l'économie. C'est cette centralisation qu'exprime, non sans d'ailleurs quelque illusion sur son propre pouvoir, P. Uri, conseiller économique et financier au CGP de 1947 à 1952 : "Au Plan, c'était prodigieux. Nous étions trois : Monnet, Hirsch et moi, le reste c'était les commissions, c'était les experts, mais nous étions toujours tous les trois ensemble à tout faire, une espèce de commando. On a fait la reconstruction, le plan d'industrialisation, la stabilisation, la politique sociale ; on a fait la politique étrangère et on a terminé en faisant la politique militaire (...). Vous imaginez la vie que nous menions ? C'était d'une diversité inouïe. De mon bureau mansardé du Commissariat du Plan, j'ai largement inspiré la politique économique française. C'était très efficace comme méthode ; trois types clandestins qui faisaient tout ! Et les gouvernements faisaient ce qu'on leur disait"³⁰⁶.

Notre conviction est que l'avènement de cette nouvelle Cité n'aura été possible qu'au

³⁰⁴ Ce regroupement est fondé sur une théorie de l'économie de marché comme lieu d'inégalités et de domination entre groupes et non entre individus dont le principal inspirateur et vulgarisateur français fut d'ailleurs F. Perroux. Cf. Fourquet F., *op. cit.*, p. 72.

³⁰⁵ Commissariat général du plan de modernisation et d'équipement, *Rapport général sur le premier plan de modernisation et d'équipement*, Paris, novembre 1946-janvier 1947. Il s'agit de la lettre de présentation du rapport rédigée par J. Monnet.

³⁰⁶ Fourquet F., *op. cit.*, p. 87. Récemment interviewé, P. Delouvrier, influencé par Uriage et membre lui aussi du CGP, répond : "Je crois en vérité que le pouvoir ne se partage pas ; quand la décision est vraiment difficile, il n'y a qu'un seul qui décide et il est seul quand il décide. Qu'il y ait autogestion, cogestion, conseil d'administration, conseil de surveillance, Vorstand à l'allemande, gouvernement collégial, la manière de faire peut différer, conversations, entretiens, débats, au bout du compte il ne reste qu'un homme, le chef" in *Télérama* n° 1817, 7 novembre 1984, p. 24.

travers d'une révolution religieuse au coeur de laquelle se trouve le personnalisme chrétien. Car au fond, que nous raconte F. Perroux, et par sa voix la philosophie et la doctrine d'E. Mounier, sinon la fabrication chrétienne du nouveau avec de l'ancien, l'émergence religieuse dans les interstices du pétainisme de l'esprit de la modernité d'après-guerre ? Prônant la réintégration de l'homme dans la communauté, le christianisme personnaliste représente en même temps un puissant processus d'individuation où se constitue la personnalité du citoyen que nous évoquons plus haut. Au nom d'une morale de l'accomplissement personnel en prise sur le temporel et le spirituel, l'homme incorporé des solidarités organiques et des hiérarchies figées se mue en un être responsable de ses liens sociaux, prêt à accepter les dépendances et les contraintes nécessaires, mais aussi à bousculer les particularismes et les pouvoirs oppressifs, acteur autonome à la recherche de son identité dans le collectif qui exprime et préserve son intimité dans ses choix de socialisation. "Je vois, écrivait E. Mounier, notre génération comme un homme fort qui se dégage à coups successifs d'épaules de ses liens"³⁰⁷. Mais dès lors, c'est la notion même de communauté qui se métamorphose. Elle n'est plus cette substance naturelle, vitale et close mais un lieu ouvert à tous au nom de l'amour du prochain, l'endroit choisi où se forment à leurs fonctions les élites sorties du rang et où se construit le changement dans le tutoiement ; en bref, elle devient le groupe, l'association, l'institution où, dans la croyance à leur liberté, leur égalité et leur fraternité, "les ingénieurs en organisation humaine"³⁰⁸ s'efforcent de résoudre les problèmes sociaux et les personnes s'emploient à "spiritualiser"³⁰⁹ les rapports des hommes en société. Si le personnalisme a ainsi contribué à constituer l'idéal de la démocratie de groupe, il a également nourri de la foi chrétienne la forme nouvelle de l'idéal du Progrès : la société du bien-être. Par ces groupes en effet, la personne est appelée à s'affronter au monde et à exprimer sa vocation à l'Histoire. Désormais prudent, ayant tiré les leçons des illusions du dix-neuvième siècle et compris les dangers sociaux de la Science et les méfaits politiques du Progrès consacrés par la crise des années trente, le chrétien, disent les personnalistes, a gagné en lucidité et sait que le progrès technique, économique et social dans un Etat de droit suppose réalisme et pragmatisme dans le travail, effort et engagement de chacun. Mais irrévocablement utopiste et croyant, il est aussi persuadé que mûe par la solidarité la machine pourra libérer l'homme des servitudes naturelles, de la faim et de la misère, lui ouvrir l'espace des loisirs et de la culture et que, retraversé par la foi, "l'âge technique sera peut-être le moyen par lequel l'homme un jour envahira l'univers" et "y développera son royaume..."³¹⁰. Ainsi le personnalisme aura au milieu du vingtième siècle, contre le chrétien embourgeoisé et l'Eglise de l'ordre, renoué avec la tradition apostolique et redit l'éternel message du christianisme : l'infini investissement de l'ici-bas au nom de l'au-delà.

Il faut, disait E. Mounier dans les années trente, "restaurer et approfondir avec rigueur l'anthropologie et la théologie qui seules nous donneront la règle fondamentale de toute action de civilisation ; et puis, sans rapprochements prématurés, sans intrusion intempérante du sacré, se préservant du moralisme ou du simple mouvement d'éloquence qui couvre l'escamotage d'une difficulté, apprendre son métier d'homme d'action, de syndicaliste, d'homme d'état, de représentant, comme tout autre métier, honnêtement et soumis au réel. Chercher à courber ce donné historique au maximum de service chrétien dont il est actuellement capable, mais à partir d'une vision lucide, et d'une patience égale à celle des anges"³¹¹. L'appel fut entendu et la France des trente glorieuses fut dans une très large mesure façonnée par ces innombrables saints laïcs qui exprimèrent leur messianisme social dans l'Etat, le syndicalisme, les commissions et les associations. De nos jours encore, alors même que les idées pétainistes connaissent un regain de popularité, des voix

³⁰⁷ Mounier E., *Mounier et sa génération...*, op. cit., p. 330.

³⁰⁸ Mounier E., *Oeuvres*, op. cit., tome I, p. 415.

³⁰⁹ Perroux F., *Capitalisme et...*, op. cit., p. 326. Celui-ci écrit : "Les institutions sont, sinon les seuls, du moins les principaux moyens de personnalisation de la vie en société".

³¹⁰ Mounier. E., *Oeuvres*, op. cit., tome II, p. 449.

³¹¹ *Ibid.*, tome I, p. 779.

s'élèvent, venues de l'Etat comme des multiples petits pouvoirs que recèle la société civile, afin d'exhorter la nation athée à suivre les sillons d'une énième modernité. Ceux que cette inlassable ritournelle ennueie et inquiète peuvent toujours se poser la question : dans quelles nouvelles équivoques sommes-nous ici engagés ?